

PARTIE III

Stratégies pour la gestion future

Table des matières:

1. Déchets ménagers, encombrants et assimilés	III-9
1.1 Généralités et objectifs	III-11
1.1.1 La gestion de bases de données	III-11
1.1.2 L'information et la sensibilisation de la population	III-12
1.1.3 Le principe pollueur-payeur	III-12
1.1.4 Le Fonds pour la Protection de l'Environnement	III-13
1.1.5 Les stratégies de gestion des déchets	III-13
1.2 Déchets organiques	III-13
1.2.1 La définition des déchets organiques	III-13
1.2.2 Les données	III-14
1.2.3 La prévention	III-14
1.2.4 La collecte	III-14
1.2.5 Les installations de valorisation	III-15
1.2.6 La coordination des activités	III-16
1.3 Déchets d'emballages	III-18
1.3.1 Les définitions	III-18
1.3.2 Les données	III-18
1.3.3 La prévention	III-18
1.3.4 La collecte	III-19
1.3.5 La valorisation	III-20
1.3.6 La coordination des activités	III-20
1.4 Autres déchets valorisables	III-21
1.4.1 La notion des déchets valorisables	III-21
1.4.2 Les données	III-21
1.4.3 La prévention	III-21
1.4.4 La collecte	III-22
1.4.5 La valorisation	III-23
1.4.6 La coordination des activités	III-23
1.5 Les déchets encombrants	III-23

1.5.1	La notion des déchets encombrants	III-23
1.5.2	Les données	III-24
1.5.3	La prévention	III-24
1.5.4	La collecte et le traitement	III-24
1.6	Déchets ultimes	III-25
1.6.1	La définition des déchets ultimes	III-25
1.6.2	Les données	III-25
1.6.3	La prévention	III-25
1.6.4	La collecte	III-26
1.6.5	L'élimination	III-26
1.6.6	La coordination des activités	III-27
1.7	Déchets problématiques	III-27
1.7.1	La définition des déchets problématiques	III-27
1.7.2	Les données	III-29
1.7.3	La prévention	III-29
1.7.4	La collecte	III-30
1.7.5	L'entreposage, la valorisation et l'élimination	III-31
1.7.6	Le financement	III-32
1.7.7	La coordination des activités	III-32
1.8	Les objectifs	III-33
1.8.1	Les objectifs qualitatifs	III-33
1.8.2	Les objectifs quantitatifs	III-33
2	Déchets industriels, commerciaux et artisanaux	III-35
2.1.	Objectifs	III-37
2.2.	Généralités	III-37
2.2.1.	La notion des déchets industriels, commerciaux et artisanaux	III-37
2.2.2.	Les données	III-38
2.3.	Les mesures internes aux entreprises	III-38
2.3.1.	Le plan de prévention et de gestion des déchets (PPGD)	III-38
2.3.2.	Les technologies propres et les analyses de cycle de vie	III-38

2.3.3. Les modalités de collecte sélective	III-39
2.3.4. Le responsable des déchets	III-39
2.4. Le conseil aux entreprises	III-40
2.5. Les instruments de mise en œuvre	III-40
2.5.1. Les banques de données	III-40
2.5.2. Les guides de bonne pratique	III-41
2.5.3. Les accords de branche et les projets pilotes	III-41
2.5.4. La bourse des déchets	III-41
2.5.5. Les instruments financiers	III-41
2.6. Les acteurs	III-42
2.6.1. Le CRTE	III-42
2.6.2. La SuperDrecksKëscht fir Betriber	III-42
2.6.2.1. Le conseil aux entreprises	III-42
2.6.2.2. La collecte des déchets	III-43
2.6.3. Les négociants agréés	III-43
2.7. Les flux et les filières	III-44
2.7.1. Les centres de recyclage	III-44
2.7.2. Les installations nationales de valorisation	III-44
2.7.3. Les installations nationales d'élimination	III-45
2.7.4. L'application des principes de proximité et d'autosuffisance et la coopération transfrontalière	III-45
2.8. Les dispositions relatives à certains déchets spécifiques	III-46
2.8.1. Les huiles usagées	III-46
2.8.2. Les déchets d'amiante	III-46
2.8.3. Les PCB/PCT	III-47
2.8.4. Les solvants	III-48
2.8.5. Les déchets d'emballages	III-48
2.8.6. Les déchets organiques	III-49
2.8.7. Les terres contaminées	III-49
2.8.8. Les déchets de chantiers	III-49
2.8.9. Les déchets de bois	III-50
2.8.10. Les graisses alimentaires	III-50

2.8.11. Les scories du SIDOR	III-51
2.8.12. Les produits impropres à la mise en vente	III-51
2.9. Les objectifs	III-52
2.9.1. Les objectifs qualitatifs	III-52
2.9.2. Les objectifs quantitatifs	III-52
3. Déchets inertes	III-53
3.1. Objectifs	III-55
3.2. Généralités	III-55
3.2.1. La notion des déchets inertes	III-55
3.2.2. Les données	III-56
3.3. La prévention	III-56
3.3.1. La planification de mesures constructives	III-56
3.3.2. Le démontage planifié	III-57
3.3.3. La coordination des travaux routiers	III-57
3.4. La valorisation	III-57
3.4.1. Les remblais	III-57
3.4.2. La valorisation sur les sites	III-58
3.4.3. Les normes de qualité	III-59
3.4.4. La promotion de l'utilisation des matériaux recyclés	III-59
3.4.5. La bourse des déchets inertes	III-60
3.4.6. L'exportation des déchets inertes	III-60
3.5. L'élimination	III-60
3.5.1. Les décharges communales et privées	III-60
3.5.2. Les décharges régionales	III-61
3.6. Les instruments de mise en œuvre	III-61
3.6.1. Le réseau national de centres régionaux	III-61
3.6.2. Le réseau actuel	III-62
3.6.3. L'accès vers les centres régionaux	III-63
3.6.4. La recherche de sites nouveaux	III-63
3.6.5. La gestion du réseau	III-64
3.6.6. Le financement du réseau	III-64

3.6.7. Les responsabilités	III-65
3.7. Les objectifs	III-66
3.7.1. Les objectifs qualitatifs	III-66
3.7.2. Les objectifs quantitatifs	III-66
 4. Déchets du secteur de la santé	 III-67
4.1. Objectifs	III-69
4.2. Généralités	III-69
4.2.1 Les définitions	III-69
4.2.2 Les données	III-70
4.3. La prévention	III-71
4.4. La valorisation	III-71
4.4.1 L'organisation interne de la gestion des déchets	III-71
4.4.2 Le tri et la collecte des déchets	III-72
4.4.3 Le pré-traitement des déchets	III-73
4.5. L'élimination	III-73
4.6. Les instruments mis en oeuvre	III-74
4.6.1. La collaboration des acteurs	III-74
4.6.2. L'adoption de règlements grand-ducaux	III-75
4.6.3 La gestion des coûts des opérations de gestion des déchets	III-76
4.7. Les objectifs	III-76
4.7.1. Les objectifs qualitatifs	III-76
4.7.2. Les objectifs quantitatifs	III-76

1.

Déchets ménagers, encombrants et assimilés

1.1 Généralités et objectifs

D'une manière générale, toute gestion de déchets ménagers, encombrants et assimilés doit obéir aux principes directeurs tels que adoptés par le Conseil de Coordination lors de la séance du 10 juillet 1997 et décrits dans l'avant-projet de plan national de gestion des déchets.

La gestion des déchets ménagers, encombrants et assimilés est traditionnellement un service fourni par les communes. En fonction du besoin de prendre des mesures au niveau du traitement et de l'élimination des déchets ménagers, le regroupement des communes en syndicats s'impose comme nécessité en réponse aux enjeux financiers et aux exigences techniques et organisationnelles qu'engendrent les procédures de gestion et qui demandent un seuil de population rattachée pour atteindre la rentabilité. Toutefois il est important de veiller à ce que les compétences des différents syndicats ne se chevauchent pas sinon l'efficacité de ces structures doit être mise en question.

Au cas où les communes décident de collaborer en matière de gestion de déchets au niveau intercommunal, elles doivent renoncer à lancer leurs propres initiatives au niveau communal dans ce domaine.

1.1.1 La gestion de bases de données

Il y a lieu de poursuivre la construction de bases de données centralisées à l'Administration de l'environnement sur les déchets ménagers, encombrants et assimilés. Notamment par la mise en œuvre de moyens informatiques appropriés, une circulation rapide de l'information est à assurer entre l'Administration de l'environnement, les collecteurs agréés, les syndicats intercommunaux, les communes et les exploitants d'installation de traitement de déchets. Sous forme synthétisée les informations sont à rendre à disposition de toute personne intéressée.

1.1.2 L'information et la sensibilisation de la population

La participation des ménages est un élément clé du succès des collectes sélectives et, donc, de la valorisation des déchets ménagers. Des campagnes d'information et de sensibilisation sont organisées pour assurer la participation de la population aux mesures de gestion des déchets ménagers et encombrants.

La conception des campagnes se comprend suivant une double optique:

- inciter la population par le biais de la publicité et des médias afin qu'elle trie les déchets et qu'elle participe aux mesures de prévention et aux collectes sélectives,
- informer la population des résultats obtenus en rendant public les principales conclusions obtenues par l'exploitation de la banque de données mentionnée au point précédent et, partant de là, l'encourager à poursuivre ses efforts.

Ces campagnes sont coordonnées aux niveaux national et communal :

- Au niveau national, les campagnes d'information ont lieu sur les enjeux généraux qui sont au centre de la gestion des déchets ménagers ainsi que sur l'organisation des collectes sélectives, des filières de valorisation et de la commercialisation des produits recyclés. L'initiative de ces campagnes revient au Ministère de l'Environnement et à l'Administration de l'environnement avec la collaboration du Conseil de Coordination.
- Au niveau communal (ou syndical), soit le niveau de pouvoir le plus proche de la population, des campagnes d'information ont lieu sur les modalités pratiques de la gestion des déchets : possibilités de collecte pour chaque type de déchets, services offerts par la commune (ou le syndicat), mode de taxation, calendrier des différentes collectes, etc.

1.1.3 Le principe pollueur-payeur

Afin de pouvoir appliquer le système de pollueur-payeur, les communes mettent à disposition des ménages une infrastructure complète de collecte sélective (porte à porte et/ou apport volontaire), des différentes fractions de déchets (déchets organiques, déchets d'emballages, déchets valorisables, déchets encombrants).

A travers les réglementations communales sur le ramassage des déchets ménagers et assimilés, les communes réadaptent leurs systèmes de taxation sur les déchets collectés, de sorte que les taxes afférentes pour services rendus correspondent à la production réelle et notamment au type, au poids ou au volume des déchets et qu'en outre, elles sont fonction des coûts d'infrastructure à mettre en place (article 17, §3, de la Loi du 17 Juin 1994). En étroite collaboration avec le ministère de l'Intérieur, les critères de fixation des taxes communales (p.ex. la considération des frais d'investissement dans le calcul des taxes) sont harmonisés au niveau national. Tenant compte de la spécificité locale (démographie, services rendus, etc.) la taxation des ménages peut différer suivant les communes.

1.1.4 Le Fonds pour la Protection de l'Environnement

Des subventions du Fonds pour la Protection de l'Environnement sont accordées par le Ministre de l'Environnement à titre d'aide à l'investissement dans des infrastructures pour la collecte, la valorisation et le traitement des déchets ménagers. La Loi du 31 mai 1999 portant institution du Fonds pour la Protection de l'Environnement a fixé le montant des subventions et le pourcentage de financement pris en charge par l'Etat.

1.1.5 Les stratégies de gestion des déchets

Des stratégies spécifiques de gestion sont développées en fonction des différentes catégories de déchets:

- Déchets organiques
- Déchets d'emballages
- Autres déchets valorisables
- Déchets encombrants
- Déchets ultimes
- Déchets problématiques.

1.2 Déchets organiques

1.2.1 La définition des déchets organiques

Au sens de la loi du 17 juin 1994 on comprend par "déchets organiques" la fraction des déchets ménagers et assimilés qui est constituée de matière organique biodégradable d'origine native ou dérivée.

Les boues d'épuration font l'objet d'une réglementation spécifique. Elles sont à traiter séparément des déchets organiques en provenance des ménages.

Le traitement des déchets organiques en provenance des bords des voies de communication ensemble avec les autres déchets organiques n'est acceptable dans la mesure où ces premiers ne risquent pas d'entraver la qualité du compost.

1.2.2 Les données

Les informations concernant les déchets organiques et le compost seront regroupées à l'Administration de l'environnement. A cette fin les exploitants des installations de compostage remettent annuellement un rapport à l'Administration de l'environnement, portant sur les points essentiels de gestion de l'installation. Le cas échéant des enquêtes spécifiques sont menées afin de compléter les données.

1.2.3 La prévention

En particulier dans les régions rurales il est veillé à ce que l'introduction de la poubelle verte ne se fasse pas au détriment du compostage individuel. La valorisation des déchets organiques dans des installations centralisées est à considérer comme un complément au compostage individuel.

La promotion du compostage individuel est intensifiée au niveau communal et national. Les communes et les particuliers peuvent profiter des services offerts par le ministère de l'Environnement dans le cadre de l'*Aktioun Kompost*[®] (sensibilisation, infotéléphone, séminaires et démonstrations pratiques, inventaire des différents types de composteurs commercialisés, etc.). Au niveau communal différents services tels que le broyage des déchets de verdure et la vente en gros de composteurs individuels sont offerts à la population. En ce qui concerne les règlements communaux, les prescriptions en matière de composteurs individuels sont égalisés.

1.2.4 La collecte

Les déchets organiques sont collectés séparément des autres déchets ménagers. Les communes et/ou les syndicats de communes sont responsables de l'introduction des poubelles vertes et de l'organisation des collectes des déchets organiques.

En fonction de la fraction de déchets (déchets de cuisine, de verdure, etc.) les modes et les fréquences de collectes sont harmonisés au niveau national.

1.2.5 Les installations de valorisation

Les déchets organiques sont valorisés par compostage ou par un autre procédé adapté à la nature du déchet. Les procédés anaérobiques (installation de biogaz) offrent l'avantage de produire de l'énergie à partir des déchets organiques. Ces procédés sont encouragés dans la mesure où les déchets organiques se prêtent à un tel traitement. L'utilisation de la chaleur résultant du processus est à organiser de façon rationnelle dans la région limitrophe des installations.

Les prescriptions techniques concernant les installations de valorisation sont standardisées le plus possible au niveau national.

Les communes et/ou les syndicats de communes sont responsables de la gestion d'installations de valorisation de déchets organiques. Les initiatives privées et/ou locales sont soutenues dans la mesure où les installations s'intègrent dans la conception syndicale et nationale. La co-fermentation c.-à-d. la fermentation de déchets organiques ensemble avec des résidus agricoles n'est concevable que dans des régions dont les capacités de traitement des communes ne sont pas suffisantes. L'aménagement et la gestion des installations agricoles doivent être de manière à permettre l'acceptation de déchets de tiers.

Le réseau d'installations¹ de traitement de déchets organiques se présente actuellement comme suit:

Gestionnaire	Capacité de traitement	Implantation	Année de mise en exploitation
Syndicat Minett-Kompost	20.000 tonnes/an	Mondercange	1997
SICA	5.500 tonnes/an	Mamer	1992
SIDEC	5.500 tonnes/an	Erpeldange/Die kirch	1999
SIDEC	2.000 tonnes/an	Angelsberg/Mersch	2001
Adm. Com. d'Hespérange	2.000 tonnes/an	Itzig	2001
TOTAL	35.000 tonnes/an		

¹ Les installations autorisées en vertu de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et de la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

Ce réseau est à compléter le plus vite possible de manière que chaque commune aura accès à une installation de valorisation des déchets organiques.

En concertation avec les communes et les syndicats intercommunaux le ministre de l'Environnement arrêtera un schéma déterminant les régions et les fractions de déchets couverts par la même installation. Ce schéma tient notamment compte des aspects écologiques et économiques ainsi que des décisions déjà prises à ce stade. Un programme fixera progressivement le rattachement des communes à une installation de valorisation (mise en œuvre de la décision du Conseil de Gouvernement du 8 novembre 1991).

Des conventions de coopération sont à conclure entre les syndicats intercommunaux garantissant une prise en charge des déchets organiques d'une autre région en cas de défaillance technique d'une installation. Un accord avec un Etat voisin ou une région voisine est à trouver pour le cas où les capacités nationales ne sont pas suffisantes.

1.2.6 La coordination des activités

La valorisation des déchets organiques n'est raisonnable en fermant la boucle par l'utilisation rationnelle du compost et, le cas échéant des résidus de fermentation. Une structure centralisée est envisagée ayant comme objectif la coordination des mouvements de déchets organiques, l'harmonisation de l'utilisation des résidus de fermentation ainsi que la commercialisation et la promotion du compost.

En matière de réglementation il s'avère nécessaire d'adapter des normes de qualité pour le compost et, le cas échéant, les résidus de fermentation. En concordance avec les travaux de préparation d'une directive européenne en matière de déchets biodégradables, les aspects suivants sont notamment fixés:

- les fractions de déchets qui peuvent être acceptées par les installations de traitement et leur mode de collecte,
- le taux d'impureté,
- les contrôles à effectuer lors de l'acceptation des déchets,
- les contrôles hygiéniques du processus de traitement,
- la fréquence, les normes de qualité et les méthodes analytiques à respecter lors des contrôles de qualité,

- les laboratoires de contrôles,
- les possibilités d'utilisation du compost (y compris les quantités maximales autorisées) en fonction de son degré de maturation et de sa qualité,
- les différentes zones de sol et les possibilités d'utilisation du compost,
- la tenue d'un registre des quantités utilisées et le rapport annuel des installations.

L'écoulement du compost est notamment promu par les mesures suivantes:

- la commercialisation coordonnée du compost (p.ex. bourse de compost, harmonisation des prix de vente et des types de conditionnement, etc.);
- la publication d'information sur le compost;
- le développement de nouveaux débouchés pour le compost (p.ex. volet recherche scientifique et projets pilotes);
- les échanges d'expériences avec les organes similaires à l'étranger,
- l'attribution d'un label "Lëtzebuerger Kompost" par une instance indépendante (Ministère de l'Environnement / Ministère de l'Agriculture) aux exploitants d'installation de compostage répondant aux critères fixés préalablement. Ces critères d'attribution du label pourront porter notamment sur:
 - les modalités de gestion des installations de traitement des déchets organiques (formation du personnel, considération des conditions d'autorisation, propreté de l'installation etc.),
 - les taux d'impuretés dans les déchets acceptés,
 - la qualité du compost.

Les modalités d'attribution du label de qualité sont déterminées de façon contraignante.

1.3 Les déchets d'emballages

1.3.1 Les définitions

Le règlement grand-ducal du 31 octobre 1998 relatif aux emballages et aux déchets d'emballages définit les déchets d'emballages d'origine ménagère comme "les déchets d'emballages provenant de l'activité normale des ménages ainsi que les déchets d'emballages qui y sont assimilés, c'est-à-dire dont la nature est identique ou similaire à celle des déchets d'emballages ménagers, tout en ayant des origines autres que domestiques".

Suivant le même règlement les responsables d'emballages (c'est à dire toute personne qui a emballé ou fait emballer au Luxembourg des produits en vue ou lors de la mise sur le marché luxembourgeois ou, dans le cas où les produits mis sur le marché luxembourgeois n'ont pas été emballés au Luxembourg, l'importateur des produits emballés qui ne les consomme pas lui-même) ont l'obligation de reprise de leurs emballages mis sur le marché.

En vue d'une bonne mise en oeuvre de la réglementation, une liste sera établie déterminant les emballages tombant sous le champ d'application du terme "assimilé" et les responsables d'emballages seront répertoriés en fonction des branches d'activités. En outre, la définition des emballages "composites" sera intégrée dans la réglementation.

1.3.2 Les données

L'Administration de l'environnement est responsable de la mise en place d'une banque de données concernant les emballages et les déchets d'emballages. Les informations nécessaires pour cette banque de données sont fournies par les responsables d'emballages et/ou les personnes responsables de la collecte et du traitement des déchets d'emballages. Des rapports standardisés sont établis pour la fourniture de données.

1.3.3 La prévention

La prévention est à voir comme première priorité en matière de gestion des déchets d'emballages. L'éducation des jeunes est d'une importance primordiale pour atteindre une plus grande sensibilisation dans la population.

En collaboration avec les responsables d'emballages des projets pilotes sont entamés visant à réduire l'utilisation des emballages superflus et à inciter les entreprises de distribution à offrir à leurs clients des solutions générant moins de déchets d'emballages. Par le conseil adéquat et la conclusion d'accords volontaires entre le ministre de l'Environnement d'une part, et les responsables d'emballages et les/l'organisme(s) agréé(s) d'autre part, le milieu professionnel est incité à progresser en matière de prévention de déchets d'emballages.

Un inventaire des emballages réutilisables au marché luxembourgeois sera établi et mis à disposition des personnes concernées.

Des campagnes d'information sont lancées par les acteurs concernés afin de sensibiliser les utilisateurs des emballages sur les moyens de prévention des emballages.

1.3.4 La collecte

La collecte des déchets d'emballages dans les communes est intensifiée via des systèmes d'apports volontaires (p.ex. les parcs à conteneurs et les bulles à verre et à carton) et/ou via des collectes de porte à porte. Dans la mesure du possible un réseau couvrant la totalité du territoire luxembourgeois est mis en oeuvre pour la collecte sélective des déchets d'emballages. Des prescriptions techniques définissent les modes de collecte, la fréquence d'enlèvement, le taux d'impuretés et la nature de la fraction collectée.

Selon l'article 17 de la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets les communes ont la charge d'assurer la gestion des déchets ménagers et des déchets y assimilés se trouvant sur leur territoire. Afin d'atteindre les taux de valorisation demandés par le règlement grand-ducal du 31 octobre 1998 relatif aux emballages et aux déchets d'emballages les responsables d'emballages et/ou les/l'organisme(s) agréé(s) concluent des contrats avec les communes et/ou les syndicats intercommunaux. A cette fin des contrats-types sont élaborés par le Conseil de Coordination en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés.

Au cas où la collecte des déchets d'emballages est organisée par les communes ou les syndicats intercommunaux, les responsables d'emballages et/ou les/l'organisme(s) agréé(s) soutiennent la collecte des déchets d'emballages par une intervention financière. Cette intervention financière doit couvrir de manière appropriée les frais réels et complets

des collectes sélectives suivant une grille tarifaire qui sera établie par la Commission de suivi pluripartite.

Par des systèmes de collecte adaptés et une information adéquate de la population les personnes responsables de la collecte des déchets d'emballages veillent à ce que la quantité des déchets d'emballages à éliminer soit réduite au minimum.

1.3.5 La valorisation

Les mouvements des déchets d'emballages sont à effectuer de façon transparente. Au cas où les communes cèdent leurs déchets d'emballages à un organisme agréé, ce dernier doit fournir l'information sur le traitement (tri, valorisation, élimination) des déchets collectés. La plus grande cohérence et la meilleure complémentarité dans l'organisation des filières de collecte et de traitement doivent être garanties.

Des infrastructures de collecte et des filières de recyclage de toutes les fractions de déchets d'emballages sont successivement mises en place.

La population est informée de façon régulière sur les procédés de valorisation et les nouvelles marchandises produites à partir des déchets d'emballages.

Nonobstant le principe de la libre circulation des marchandises dans la Communauté Européenne, les déchets devraient être valorisés autant que possible dans des installations implantées au GD de Luxembourg.

1.3.6 La coordination des activités

Par le règlement grand-ducal du 31 octobre 1998 une Commission de Suivi pluripartite a été instaurée. Cette Commission se compose de représentants du ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et des Classes Moyennes ainsi que de la Chambre des Métiers, de la Chambre de Commerce, et de la Chambre d'Agriculture, de la Confédération de Commerce, des trois syndicats intercommunaux SIDOR, SIEDEC et SIGRE et de l'Administration de l'environnement. Les missions de la Commission de Suivi pluripartite sont définies par le Règlement du 31 octobre 1998.

1.4 Les autres déchets valorisables

1.4.1 La notion des déchets valorisables

Cette fraction n'est pas formellement définie par la loi du 17 Juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets. En pratique, cette catégorie inclut tout déchet ménager pour lequel on peut identifier une possibilité de valorisation, permettant d'éviter l'incinération ou la mise en décharge. Une liste des déchets valorisables sera établie déterminant les modalités conseillées de traitement.

1.4.2 Les données

Les informations concernant les autres déchets valorisables sont regroupées à l'Administration de l'environnement. Les rapports annuels (formulaires-types) des exploitants des parcs à conteneurs et des communes servent de base d'information. Sous forme de rapport de synthèse (sur papier et via internet) les données sont rendues accessibles à toute personne intéressée.

La base de données sera successivement complétée par des données sur les collecteurs agréés et les sociétés qui assument la valorisation.

1.4.3 La prévention

La prévention des autres déchets valorisables sera promue via des projets pilotes organisés par l'Administration de l'environnement et/ou les communes / syndicats intercommunaux. En collaboration avec les mouvements caritatifs et les entreprises commerciales une attention particulière est accordée à la promotion des "second-hand shop" et des "ventes d'occasions" (par exemple dans les parcs à conteneurs).

Des campagnes d'information de la population sont régulièrement organisées. En ce qui concerne l'éducation des jeunes, des programmes de sensibilisation sont préparés.

L'aspect de la prévention est intégré dans la conception et l'aménagement des parcs à conteneurs.

1.4.4 La collecte

Les différents réseaux d'infrastructures de collecte des déchets (enlèvement, système de bulles, parcs à conteneurs, etc.) doivent être complétés sur l'ensemble du territoire national. A l'aide d'une information adéquate, la population est informée des possibilités de collecte des déchets valorisables.

Vu la grande acceptation dans la population le système de collectes par bulles est maintenu de façon complémentaire pour les déchets en papier/carton, verre et textiles. Le nombre de bulles est harmonisé au niveau des communes en fonction de la densité de la population et de l'étendue de la région. Les communes et/ou les syndicats intercommunaux établissent un plan fixant les points de stationnement des bulles de collectes.

L'implantation et la mise en service de nouveaux parcs à conteneurs est poursuivie. Le choix de l'implantation a lieu dans des zones facilement accessibles et se trouvant à proximité de points d'attraction. En fonction de la taille et des heures d'ouvertures la population desservie par un des parcs à conteneurs peut varier. En concertation avec les communes et les syndicats intercommunaux, le ministre de l'Environnement arrêtera le schéma de répartition définitif des parcs à conteneurs.

Afin d'harmoniser la collecte des autres déchets valorisables dans les parcs à conteneurs, les modalités de collecte et de gestion des parcs à conteneurs (p.ex. les fractions de déchets collectés, les modalités d'acceptation de déchets commerciaux) sont uniformisées sur un niveau national. Le personnel des parcs à conteneurs suivent des formations continues. Une adaptation du règlement grand-ducal du 1er décembre 1993 est proposée tenant compte des points précités.

Par le biais de projets pilotes les possibilités de collaboration entre les communes et les syndicats intercommunaux en ce qui concerne l'accès des personnes aux parcs à conteneurs indépendamment de leurs communes résidentielles sont analysées et mises en oeuvre.

1.4.5 La valorisation

Les compétences pour le traitement et la valorisation des autres déchets valorisables appartiennent aux communes et aux syndicats intercommunaux avec la participation d'opérateurs privés. Dans la mesure du possible les différentes catégories de déchets sont regroupées afin de trouver des débouchés écologiquement et économiquement avantageux.

Dans le cadre de l'*Aktioun Recyclingzentrum*[®] les communes et des syndicats intercommunaux peuvent profiter d'une assistance technique lors de la planification et de l'exploitation d'un parc à conteneurs. L'Administration de l'environnement met à disposition des communes et des syndicats intercommunaux, des cahiers de charges-types pour l'exploitation des parcs à conteneurs et pour l'organisation des filières de recyclage.

1.4.6 La coordination des activités

Un groupe de réflexion est créé s'occupant plus particulièrement avec les expériences gagnées en matière de parcs à conteneurs. Ce groupe sera chargé notamment des points suivants:

- la comparaison des résultats de collecte,
- l'harmonisation des infrastructures de collecte,
- la collaboration en matière d'information et de sensibilisation,
- la configuration d'un réseau "parcs à conteneurs" accessible à chaque personne indépendamment de leur commune résidentielle.

Le Conseil de Coordination en matière de déchets ménagers, encombrants et assimilés sera informé régulièrement sur l'avancement des travaux.

1.5 Les déchets encombrants

1.5.1 La notion des déchets encombrants

Cette catégorie n'est pas formellement définie par la loi du 17 Juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets. En pratique, cette catégorie inclut tous les déchets ménagers qui, en raison d'un volume trop important, n'entrent pas dans une poubelle normale et donc qui doivent faire l'objet d'une collecte spéciale. Une liste est adaptée classifiant les déchets entrant dans la catégorie des déchets encombrants.

1.5.2 Les données

Les informations concernant les autres déchets valorisables seront regroupées à l'Administration de l'environnement. Les rapports annuels des exploitants des parcs à conteneurs, des installations de tri et des installations d'élimination ainsi que des communes servent de base d'information. Sous forme de rapport de synthèse (sur papier et via internet) les données sont rendues accessibles à toute personne intéressée.

1.5.3 La prévention

La fraction des déchets encombrants est clairement à distinguer des fractions de déchets offrant de réelles possibilités de valorisation. La prévention vise essentiellement à informer la population sur les possibilités de valorisation de certaines fractions de déchets et de promouvoir des filières de collecte et d'apport favorisant la valorisation maximale des déchets. Notamment les parcs de recyclage offrent la possibilité de distinguer les biens apportés en tant que déchets et réutilisables de seconde main.

1.5.4 La collecte et le traitement

Les déchets encombrants sont prioritairement à amener dans les parcs à conteneurs car, dans bien des cas, une possibilité de valorisation existe. Pour les communes qui n'ont pas d'accès à un parc à conteneurs, ou à l'intention des personnes qui ne disposent pas d'un moyen de transport il convient de prévoir un service d'enlèvement. Des prescriptions techniques sont élaborées déterminant les modalités de collectes et de traitement des déchets encombrants.

Il y a lieu de promouvoir le tri des déchets encombrants collectés en vue d'une valorisation maximale.

Afin de veiller à une élimination appropriée, les déchets encombrants sont préférentiellement broyés avant leur mise en décharge ou en incinération.

1.6 Les déchets ultimes

1.6.1 La définition des déchets ultimes

Les déchets ultimes sont définis comme étant "toute substance, tout produit, ou tout objet résultant ou non d'un traitement d'un déchet, qui n'est plus susceptible d'être traité, en tenant compte de la meilleure technologie disponible au moment du dépôt et dont l'application n'entraîne pas de coûts excessifs, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux". Malgré cette définition les déchets qui sont mis en décharge ou incinérés contiennent encore une certaine quantité de déchets valorisables.

La composition des déchets à éliminer au niveau des communes est harmonisée et les règlements communaux sont adaptés.

1.6.2 Les données

L'Administration de l'environnement regroupe annuellement les données concernant les déchets ultimes des exploitants d'installations d'élimination (SIDOR, SIDEC et SIGRE) et des communes. En outre, les rapports annuels des collecteurs privés servent de base d'information.

L'Administration de l'environnement met à disposition des syndicats intercommunaux des rapports standardisés pour la rédaction des rapports annuels.

Afin de pouvoir comparer les quantités de déchets acceptés, les déchets sont classés selon les mêmes critères à l'entrée des installations d'élimination. Les bulletins d'acceptation sont harmonisés notamment en ce qui concerne la classification des origines des déchets.

1.6.3 La prévention

Beaucoup de déchets collectés en tant que déchets ultimes peuvent être dirigés vers d'autres filières de valorisation. Les possibilités de collectes sélectives pour les déchets ménagers, encombrants et assimilés sont davantage développées. Par des moyens appropriés la population est informée sur les possibilités de réduction des déchets ultimes. Par l'application du principe pollueur-payeur, les communes incitent la population à participer à la prévention et à la collecte sélective des déchets.

1.6.4 La collecte

Les modalités de collecte (nature des déchets acceptés, type de poubelle, fréquence, taxation, prestataire) sont déterminées par les communes et les syndicats intercommunaux.

Dans le but d'obtenir une meilleure complémentarité dans l'organisation des filières de collecte et de traitement, les collectes non sélectives sont successivement remplacées par des collectes sélectives dont une fraction est dédiée aux déchets réellement ultimes. Notamment les communes qui n'ont pas encore accès à des parcs à conteneurs, doivent se munir d'autres systèmes de collecte sélective adaptés aux spécificités de la commune (densité de population, tissu socio-économique, voies de communication, etc.).

Le principe pollueur-payeur est appliqué en relation avec l'existence d'alternatives pour la valorisation de toutes les fractions de déchets recyclables. Ainsi les ménages ont la possibilité d'influencer de façon significative le montant des taxes. En même temps, des informations relatives à l'efficacité écologique des collectes sélectives sont fournies à la population.

1.6.5 L'élimination

Les déchets ultimes sont éliminés dans les installations dûment autorisées des trois syndicats intercommunaux pour l'élimination des ordures ménagères SIDOR, SIGRE et SIEC. Les installations d'incinération et de décharges sont aménagées et gérées conformément à la meilleure technologie disponible. Elles sont dotées de dispositifs d'épuration des effluents et de systèmes de récupération d'énergie.

1.6.6 La coordination des activités

Les flux des déchets à éliminer sont réorganisés en vue d'une optimisation de la valorisation énergétique des installations d'élimination. Le but devrait être qu'à moyen terme le mode de traitement d'un déchet se décidera en fonction de sa nature et non plus en fonction de l'appartenance de la commune à l'un des trois syndicats d'élimination. Les déchets seront préalablement prétraités et/ou triés afin de séparer les fractions avec un haut contenu calorifique, destinées à l'incinération et les autres fractions destinées à la mise en décharge. Dans une première phase une collaboration étroite des syndicats SIDOR et SIEDEC aura lieu afin de vérifier la faisabilité de cette nouvelle disposition de mouvements de déchets.

Afin de garantir une certaine autonomie nationale en matière d'élimination de déchets, les syndicats intercommunaux coopèrent en cas de défaillance technique. Les conventions de coopérations existantes sont revues pour autant que les déchets sont prétraités et/ou triés avant leur élimination. Au niveau national, l'Etat luxembourgeois s'assure des capacités d'élimination en cas de défaillance technique par la conclusion d'une convention afférente avec un état voisin.

Les syndicats concernés directement par l'élimination des déchets ainsi que les pouvoirs publics nationaux se regroupent au sein d'une structure stratégique dont le rôle porte sur la définition et la concrétisation d'un réseau intégré pour l'élimination des déchets ultimes.

1.7 Déchets problématiques

1.7.1 La définition des déchets problématiques

La loi du 17 juin 1994 définit les déchets problématiques comme étant "*les déchets générateurs potentiels de nuisances qui, en raison de leur nature, nécessitent un traitement particulier pour leur collecte, leur transport et leur élimination ou valorisation*". Cette catégorie englobe tant des déchets dangereux conformément à la législation applicable en la matière que des déchets non dangereux mais qui requièrent un traitement spécifique (p.ex. déchets électriques ou électroniques).

En pratique, on compte parmi les déchets problématiques pris en charge par la SuperDrecksKëscht fir Biirger et la SuperFreonsKëscht les catégories de déchets suivantes:

- accumulateur
- acides
- amiante - ciment
- ampoules électriques
- bases
- bombes aérosols
- cartouches de toner
- emballages contaminés par des substances dangereuses
- équipements de réfrigération ou autres produits contenant des CFC
- extincteurs
- filtres à huiles
- graisses et huiles alimentaires
- huiles usagées
- médicaments
- peintures
- piles, produits chimiques de laboratoires
- produits phyto-pharmaceutiques
- produits photochimiques
- produits de nettoyage
- produits ou équipements contenant du mercure, des huiles ou des PCB
- récipients à gaz
- solvants, seringues
- supports informatiques
- tubes fluorescents
- autres déchets constitués, contenant ou contaminés par des substances dangereuses.

Les déchets problématiques qui sont pris en charge pour les communes ou les syndicats de communes sont les équipements électriques ou électroniques qui ne contiennent pas de substances dangereuses.

Cette liste des déchets problématiques sera complétée ou détaillée au cas de besoin.

1.7.2 Les données

Les informations concernant les déchets problématiques seront regroupées à l'Administration de l'environnement. Les données sont livrées dans le cadre de la SuperDrecksKëscht fir Biirger et de la SuperFreonsKëscht d'une part, et par les rapports annuels moyennant des formulaires types des exploitants des parcs à conteneurs et des communes d'autre part. Les opérateurs privés éventuels sont tenus de fournir les données afférentes aux communes et aux syndicats concernés.

1.7.3 La prévention

Dans le cadre de la SuperDrecksKëscht fir Biirger et de la SuperFreonsKëscht, des campagnes d'information et de sensibilisation ont lieu régulièrement sur les différents types de déchets problématiques et sur les moyens de collecte mis en oeuvre. Un point capital des campagnes de sensibilisation est la prévention de ces déchets et les possibilités pratiques qui existent pour réduire leur production.

Il importe d'étendre ces campagnes de sensibilisation pour les déchets problématiques qui ne sont pas couverts par la SuperDrecksKëscht fir Biirger ou la SuperFreonsKëscht .

A l'instar des médicaments, une collaboration entre le commerce et la SuperDrecksKëscht fir Biirger et la SuperFreonsKëscht sera mise en oeuvre où le commerce aura la responsabilité d'offrir, dans la mesure du possible, et de promouvoir des produits alternatifs qui permettent une prévention de la quantité et/ou de la nocivité des déchets problématiques.

La commercialisation de certains produits qui présentent un potentiel de dangerosité particulièrement important et pour lesquels il existe des alternatives non ou moins dangereuses sera interdite. Ceci vaut p. ex. pour les thermomètres à mercure. Une liste d'autres produits concernés avec mention de leurs alternatives sera établie et officialisée. Cette liste sera régulièrement mise à jour.

1.7.4 La collecte

D'une façon générale, les déchets problématiques sont collectés dans le cadre des actions SuperDrecksKëscht fir Biirger et SuperFreonsKëscht. Ces actions sont organisées au niveau national.

Les déchets pris en charge par la SuperDrecksKëscht fir Biirger sont collectés des façons suivantes:

- collectes mobiles (conteneur mobile en un endroit déterminé, collecte par porte - à- porte);
- collectes fixes (points de collecte installés dans des centres de recyclage);
- collectes à domicile (pour quantités exceptionnellement plus importantes provenant de particuliers).

Ces collectes se feront sous la surveillance de personnel qualifié de la SuperDrecksKëscht fir Biirger.

La responsabilité des communes et, le cas échéant, des syndicats de communes consiste dans la mise à disposition des emplacements pour les conteneurs de collecte ou des infrastructures de collecte fixe dans les centres de recyclage. Les points de collecte fixes doivent être érigés et aménagés selon les règles de l'art. Pour les centres de recyclage, la présence de personnel qualifié est à assurer. Pour les collectes mobiles, les communes assurent en collaboration avec la SuperDrecksKëscht fir Biirger l'information de la population sur les dates et lieux de collecte.

Les réfrigérateurs hors d'usage sont collectés par les communes et transportés vers un point de rassemblement ou pris en charge dans les centres de recyclage. La liste des points de rassemblement sera établie et communiquée aux communes. A partir des points de rassemblement ou des centres de recyclage, les réfrigérateurs seront pris en charge par la SuperFreonsKëscht en vue de leur traitement.

Les déchets problématiques qui ne sont pas pris en charge par la SuperDrecksKëscht fir Biirger ou la SuperFreonsKëscht tels que les appareils électriques ou électroniques sont à collecter sous la responsabilité des communes ou des syndicats intercommunaux. Cette collecte pourra se faire soit par enlèvement à domicile, soit par apport dans des centres de recyclage. Les modalités afférentes seront définies à une échelle nationale.

Au fur et à mesure, les modalités de collecte seront optimisées dans l'intérêt de l'augmentation des taux de collecte. Le nombre des points de collecte fixe sera augmenté avec le nombre des parcs de recyclage. Par ailleurs, la collaboration avec le commerce pour la reprise de certains déchets problématiques (p. ex. piles, médicaments, réfrigérateurs, etc.) sera mise en oeuvre.

Toutefois, la reprise de déchets par le commerce, notamment à la lumière de réglementations communautaires existantes ou futures devra se faire de façon cohérente sur le plan national sans mettre en cause des systèmes existants et éprouvés.

1.7.5 L'entreposage, la valorisation et l'élimination

En application de l'article 18 de la loi du 17 juin 1994, l'Etat exploite par le biais de la SuperDrecksKëscht un entrepôt central où sont acheminés les déchets problématiques provenant de la SuperDrecksKëscht fir Biirger et de la SuperFreonsKëscht . Dans cet entrepôt, les déchets sont triés, le cas échéant traités et conditionnés en fonction de la filière de valorisation ou d'élimination à laquelle ils sont destinés.

Les opérations de tri et de traitement doivent être faites de sorte qu'un maximum de déchets puisse être réintroduit dans le circuit économique.

Les déchets problématiques collectés sous la responsabilité directe des communes ou des syndicats seront respectivement triés, démontés, traités, valorisés ou éliminés par des opérateurs privés.

En cas de besoin, les infrastructures de l'entrepôt pourront également être utilisées par d'autres opérateurs. Les modalités afférentes restent à être déterminées.

1.7.6 Le financement

La SuperDrecksKëscht fir Biirger et la SuperFreonsKëscht sont financés par le biais du Fonds pour la Protection de l'Environnement conformément aux dispositions de la loi du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement.

La collecte et le traitement des déchets problématiques sous la responsabilité des communes doivent être financés par le biais des taxes communales.

Des possibilités de cofinancement sont à envisager dans le contexte de l'application du principe de la responsabilité du producteur, principe qui a été retenu en 1996 par la Commission européenne dans le cadre de la révision de la stratégie communautaire pour la gestion des déchets.

1.7.7 La coordination des activités

Par la SuperDrecksKëscht fir Biirger et la SuperFreonsKëscht, la gestion des déchets problématiques en provenance des ménages se fait d'une façon harmonisée et éprouvée sur l'ensemble du territoire national. Sur le plan pratique, il existe une étroite collaboration entre les communes, les syndicats et ces deux actions du ministère de l'environnement. Suite à une décision du Conseil de Gouvernement du 19 décembre 1997 et compte tenu de la situation contractuelle actuelle, une structure juridiquement appropriée sera définie afin d'assurer à long terme la continuation harmonisée de ces actions tout en les maintenant à un niveau de qualité élevé.

Les déchets qui ne sont pas pris en charge par la SuperDrecksKëscht fir Biirger ou la SuperFreonsKëscht doivent être collectés et traités sous l'entière responsabilité des communes ou des syndicats de communes. Une harmonisation des modalités de collecte et de traitement de ces déchets sera atteinte par l'élaboration de prescriptions techniques.

1.8. Les objectifs

1.8.1. Les objectifs qualitatifs

La mise en place des infrastructures, des organisations et des autres éléments requis pour la mise en oeuvre du présent plan sectoriel sur la gestion des déchets ménagers, encombrants et assimilés se fera selon le calendrier joint en annexe.

1.8.2. Les objectifs quantitatifs

Pour l'horizon 2005, date de la prochaine mise à jour du plan national de gestion des déchets, les objectifs quantitatifs (% en poids) suivants sont à atteindre pour les déchets ménagers, encombrants et assimilés (année de référence: 1999):

- les déchets organiques: ⇒ taux de recyclage de 75 %
- les déchets d'emballages: ⇒ taux de valorisation de 55 %
⇒ taux de recyclage de 45 %
(15 % par matériau d'emballages)
- les autres déchets valorisables: ⇒ taux de recyclage de 45 %
- les déchets encombrants (quantité par habitant): ⇒ taux de réduction de 30 %
- les déchets ultimes (quantité par habitant): ⇒ taux de réduction de 30 %
- les déchets problématiques: ⇒ taux de collecte sélective de 70 %

2.

Déchets industriels, commerciaux et artisanaux

2.1. Objectifs

Le plan sectoriel des déchets industriels, commerciaux et artisanaux poursuit principalement la réalisation des objectifs suivants:

- la mise en œuvre d'une politique ciblée d'**information** et de conseil fournissant aux entreprises les éléments nécessaires pour procéder à une gestion écologique de leurs déchets couplée avec des mesures de **sensibilisation** tant des établissements que de leurs clients;
- l'intégration de la notion de **qualité** dans les filières de gestion des déchets;
- la création d'instruments assurant le respect de la hiérarchie des **objectifs** de la gestion des déchets;
- la définition des modalités d'application des principes d'**autosuffisance** et de **proximité** compte tenu de l'exiguïté du territoire national.

2.2. Généralités

2.2.1. La notion des déchets industriels, commerciaux et artisanaux

Les déchets industriels, commerciaux et artisanaux sont définis par l'article 3, point g) de la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets. Aux termes de cette définition, il s'agit des déchets produits par les entreprises industrielles, commerciales et artisanales qui, en raison de leur nature, sont exclus de la collecte, du transport, de la valorisation et de l'élimination à charge des communes. Cette définition se base sur l'origine des déchets et non pas sur leur nature. Les déchets industriels, commerciaux et artisanaux peuvent donc être constitués de tous types de déchets allant du plus banal comme p. ex. des emballages en carton jusqu'aux plus dangereux comme p. ex. des déchets de PCB.

Pour autant que les déchets industriels, commerciaux et artisanaux sont pris en charge par les services de collecte de déchets ménagers ou encombrants organisés par les communes et dont la mesure où leur nature est identique ou similaire à ces catégories de déchets, les déchets industriels, commerciaux et artisanaux sont à considérer comme des déchets assimilés au sens des articles 3, point c) et 17 de la loi du 17 juin 1994. Considérant que la notion des déchets assimilés est interprétée de façon divergente dans les différentes communes, une harmonisation sera favorisée par l'élaboration d'une définition-type.

2.2.2. Les données

La disponibilité de données fiables concernant la production de déchets et leurs flux est un élément essentiel pour la planification de la gestion des déchets et l'évaluation des mesures de gestion réalisées. Par ailleurs, le futur règlement communautaire sur les statistiques des déchets exigera la communication par les Etats membres à la Commission de données fiables et pertinentes. Ces données sont d'autant plus utiles lorsqu'elles sont disponibles en fonction des différents secteurs d'activité.

En collaboration avec les chambres professionnelles concernées, des modalités de collecte de données doivent être élaborées permettant de satisfaire aux exigences nationales et communautaires en la matière. Cette collecte de données doit limiter au strict nécessaire les charges administratives supplémentaires pour les établissements et faire, le cas échéant, une distinction en fonction de la taille des différentes entreprises. Les données seront gérées par la cellule statistique du ministère de l'environnement en collaboration avec l'Administration de l'environnement.

2.3. Les mesures internes aux entreprises

2.3.1. Le plan de prévention et de gestion des déchets (PPGD)

Le PPGD est l'instrument par excellence dont dispose un établissement pour analyser et orienter la gestion de ses déchets selon le principe de l'hierarchie des objectifs. En application de la loi du 17 juin 1994, il est obligatoire pour tout établissement qui introduit une demande d'autorisation en vertu de la législation sur les établissements classés. Afin de faciliter l'élaboration des PPGD, l'Administration de l'environnement a élaboré des fiches de renseignement et des formulaires types pour les branches d'activités les plus représentées.

Les aspects en relation avec l'établissement de PPGD (le contenu, les modalités de mise à jour etc.) sont précisés par règlement grand-ducal. Ils tiendront compte des tailles et branches d'activités variables des établissements concernés.

2.3.2. Les technologies propres et les analyses de cycle de vie

La mise en œuvre de technologies propres qui:

- sont plus économes en ressources naturelles;

- produisent moins de déchets en termes de quantités et en termes de dangerosité;
- créent des produits susceptibles d'être à la source de déchets en quantités ou en dangerosité plus faibles;
- créent des produits qui sont facilement réutilisables ou valorisables; sera promue.

Il en est de même de la réalisation d'analyses du cycle de vie des produits des entreprises.

Ces promotions se font d'une part par l'assistance technique des établissements moyennant le CRTE, d'autre part par des aides financières accordées aux établissements qui utilisent ces moyens dans l'intérêt d'une gestion plus écologique des ressources naturelles et des déchets.

2.3.3. Les modalités de collecte sélective

La collecte sélective, le tri et l'entreposage convenable des déchets au sein de l'entreprise sont des éléments essentiels pour assurer la récupération d'un maximum de matières premières secondaires et pour éviter des nuisances à l'environnement suite à un entreposage non approprié.

Afin d'aider les établissements dans ces tâches, des guides de bonne pratique et de prescriptions techniques seront élaborés.

2.3.4. Le responsable des déchets

Dans chaque établissement, une personne sera désignée responsable des déchets. Ses missions sont notamment d'assurer:

- la prévention et la gestion écologique des déchets au sein de l'entreprise ou de l'établissement;
- l'information, la formation et la sensibilisation du personnel en matière de gestion des déchets;
- les contacts avec les autorités compétentes.

Elles seront précisées par voie de règlement grand-ducal tout en tenant compte de la taille des établissements.

Le responsable des déchets peut être un membre du personnel qui revête également d'autres missions. Le poste de responsable des déchets peut également être incorporé dans la personne chargée des questions générales de l'environnement exigée, le cas échéant, par les autorisations d'exploitation délivrées en conformité avec la législation sur les établissements classés.

Des cours de formations professionnelles continues seront organisés afin d'aider les responsables de déchets dans leurs tâches.

2.4. Le conseil aux entreprises

Le conseil pertinent est un élément essentiel pour assurer une gestion écologique des déchets au niveau des entreprises. Ceci vaut surtout pour les déchets qui ne sont pas spécifiques aux processus de production. Ce conseil doit notamment comprendre les aspects suivants: possibilités de prévention, possibilités de valorisation, moyens et modalités de collecte et d'entreposage, information et sensibilisation du personnel, etc.

Des structures de conseil seront mises au profit des secteurs industriels, commerciaux et artisanaux. Ces structures seront partagées entre le CRTE, le ministère de l'Environnement, les chambres professionnelles ainsi que les transporteurs et négociants agréés.

2.5. Les instruments de mise en œuvre

2.5.1. Les banques de données

Afin de fournir aux établissements des informations pertinentes dont ils ont besoin pour assurer la gestion de leurs déchets, des banques de données seront constituées et rendues publiques par les moyens appropriés. Ces banques de données porteront notamment sur les sujets suivants:

- liste des déchets avec indication des opérations les plus appropriées pour leur valorisation ou leur élimination;
- liste des déchets qui doivent être soumis de façon obligatoire à une collecte sélective en vue d'une valorisation;
- liste indicative des installations de valorisation et d'élimination des déchets susceptibles d'accepter les déchets avec, le cas échéant, indication des conditions d'acceptation (critères de qualité, indications générales sur les prix, etc.).

2.5.2. Les guides de bonne pratique

La gestion de certains déchets et de leurs flux sera facilitée moyennant l'élaboration de guides de bonne pratique. Les sujets à traiter seront p. ex.:

- la gestion des déchets sur les chantiers de construction ou de démolition;
- l'enlèvement de plaques d'amiante - ciment;
- le nettoyage de toitures à base d'amiante - ciment;
- les modalités de collecte et stockage des déchets au sein des établissements;
- la prévention et la réduction de déchets d'emballages.

2.5.3. Les accords de branche et les projets pilotes

A la suite d'une meilleure connaissance des flux de déchets, l'Etat utilisera l'instrument des accords de branche pour élaborer et exécuter avec des secteurs sélectionnés des programmes de prévention et de gestion rationnelle des déchets.

Ensemble avec les milieux concernés, l'Administration de l'environnement pourra réaliser des projets pilotes visant p. ex. à tester des modalités de prévention ou de tri sélectif de déchets.

2.5.4. La bourse des déchets

En collaboration avec les chambres professionnelles concernées, la bourse de recyclage sera réactivée. Afin d'assurer sa plus grande efficacité, la bourse devra rechercher la collaboration avec les autres bourses fonctionnant dans la Grande Région.

2.5.5. Les instruments financiers

L'Etat met en œuvre des programmes d'aides financières destinés à soutenir les établissements qui:

- appliquent dans leur processus de production des technologies propres qui sont conformes aux dispositions de l'article 1er, point 2a) de la loi du 17 juin 1994;
- réalisent des programmes internes de gestion de prévention des déchets;

- modifient leur production dans l'intérêt d'une gestion plus rationnelle et plus écologique des ressources naturelles et des déchets suite à une analyse du cycle de vie des produits.

Les détails de l'exécution de ces programmes seront déterminés par voie de règlement grand-ducal. Ils tiendront compte des aides financières en matière de protection de l'environnement qui existent déjà auprès d'autres départements ainsi que des limites imposées par la Communauté européenne en matière d'aides aux entreprises.

2.6. Les acteurs

2.6.1. Le CRTE

Le Centre de Ressources des Technologies pour l'Environnement (CRTE) a été créé par la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés. Sa mission est de conseiller les entreprises en matière de technologies environnementales surtout en vue de l'application des meilleures technologies disponibles.

Dès lors, le CRTE jouera un rôle essentiel dans l'assistance et le conseil des établissements et entreprises en matière de technologies propres à utiliser dans le contexte d'une gestion écologique des déchets.

Le CRTE pourra être sollicité d'une part par l'Etat et les Chambres professionnelles pour l'élaboration de concepts généraux et d'autre part, par des entreprises individuelles pour des questions spécifiques.

2.6.2. La SuperDrecksKëscht fir Betriber

2.6.2.1. Le conseil aux entreprises

Avec la SuperDrecksKëscht fir Betriber, le Ministère de l'Environnement, en collaboration avec la Chambre des Métiers, a mis en place un instrument d'aide aux entreprises en matière de gestion des déchets. Cet instrument a fait ses preuves au cours des dernières années. La SuperDrecksKëscht fir Betriber continuera à être le promoteur essentiel en matière de conseil des entreprises en ce qui concerne la gestion de leurs déchets.

La réalisation d'une gestion de déchets à un niveau qualitatif élevé sera promue par le label de qualité de la SuperDrecksKëscht fir Betriber, label qui est déjà largement introduit auprès de nombreuses entreprises et de leurs clients.

Si initialement la SuperDrecksKëscht fir Betriber a été conçue pour les entreprises artisanales, des demandes de plus en plus nombreuses sont formulées de la part du secteur industriel afin de pouvoir également adhérer au concept de la SuperDrecksKëscht, notamment pour ce qui est des déchets qui ne sont pas spécifiques aux processus de production. Dès lors, le concept de conseil et de promotion de gestion des déchets de la SuperDrecksKëscht fir Betriber pourra être étendu aux entreprises autres que celles ressortant du secteur artisanal. L'extension du champ de compétence de la SuperDrecksKëscht fir Betriber en matière de conseil permettra de profiter du savoir-faire acquis au cours des dix dernières années et d'utiliser au maximum les synergies disponibles.

2.6.2.2. La collecte des déchets

Le concept actuel de la SuperDrecksKëscht fir Betriber ne prévoit pas la mise en place d'une structure de collecte de déchets concurrente aux collecteurs agréés actifs sur le marché luxembourgeois. Il donne aux entreprises toutes libertés de choix parmi les collecteurs agréés. Néanmoins, et afin d'assurer un service de base pour la collecte de petites quantités de déchets provenant d'établissements, la SuperDrecksKëscht fir Betriber maintiendra une activité limitée de collecte.

Par ailleurs, il sera créé une plate-forme spécifique regroupant les collecteurs agréés et dont le but sera la promotion de techniques et de modalités de collecte et de transfert des déchets dans le respect d'un concept assurant un service de qualité et de transparence.

2.6.3. Les négociants agréés

Les négociants agréés sont les acteurs principaux en ce qui concerne l'évacuation des déchets provenant des entreprises et des établissements et doivent en assumer une mission essentielle dans le respect du principe de la hiérarchie des objectifs. Leur rôle consiste à offrir aux producteurs des déchets en priorité des filières aboutissant à une valorisation maximale des déchets à un niveau de qualité élevé. Tant que des filières de valorisation ou de recyclage existent qui n'entraînent pas des coûts anormalement élevés, les négociants ne sont pas habilités à offrir des filières d'élimination.

2.7. Les flux et les filières

2.7.1. Les centres de recyclage

La responsabilité de déchets provenant en petites quantités des entreprises et des établissements incombe aux communes. Cette obligation a été fixée respectivement dans la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets ainsi que dans le règlement grand-ducal du 1er décembre 1993 relatif à l'aménagement et à la gestion des parcs à conteneurs destinés à la collecte sélective de différentes fractions de déchets ménagers, encombrants et assimilés. L'application de ces dispositions réglementaires a été guidée au passé par des interprétations divergeantes d'un centre de recyclage à un autre. Afin d'assurer une équité entre les différents établissements, les modalités de remise de déchets d'origine autre que ménagère seront harmonisées au niveau national.

Pour certaines catégories de déchets, des parcs à conteneurs spécialement adaptés aux besoins des entreprises et des établissements seront réalisés.

2.7.2. Les installations nationales de valorisation

Un inventaire national des installations de valorisation et des industries utilisant ou susceptibles d'utiliser des matières premières secondaires sera établi. L'objectif de cet inventaire est de promouvoir l'industrie du recyclage existant tant sur le marché national que sur le marché international pour autant que les différents établissements concernés en sont intéressés.

Pour autant que besoin et dans la mesure du possible, la situation légale de ces établissements sera régularisée.

Sur base de données plus détaillées relatives à certains flux de déchets, des analyses seront faites quant à la nécessité de mettre en place des infrastructures spécifiques pour la valorisation de déchets ainsi concernés. Le cas échéant, ces analyses seront faites avec les milieux industriels directement concernés.

2.7.3. Les installations nationales d'élimination

A l'heure actuelle, le Luxembourg ne dispose que d'une seule installation destinée à recevoir des déchets industriels en vue de leur élimination (unité de traitement physico - chimique).

Compte tenu de l'évolution actuelle des quantités de déchets à éliminer et constatant que l'exportation de déchets en vue de leur élimination dans des installations existantes ne pose pas de problèmes dans l'exécution pratique, il n'existe pas de besoin immédiat pour la création de nouvelles installations d'élimination de déchets industriels au Luxembourg.

2.7.4. L'application des principes de proximité et d'auto-suffisance et la coopération transfrontalière

Si d'une part, la situation spécifique du Luxembourg est telle que de nouvelles installations d'élimination ne sont pas nécessaires, il importe néanmoins de donner des garanties suffisantes aux entreprises luxembourgeoises pour assurer la continuité de l'élimination de leurs déchets dans des installations étrangères.

A ces fins, l'Etat luxembourgeois procédera à la prospection des installations d'élimination étrangères qui fournissent les garanties suffisantes de protection de l'environnement et qui peuvent accepter des déchets d'origine luxembourgeoise. La garantie de l'évacuation vers ces installations sera assurée par la conclusion d'accords bilatéraux avec les pays ou les régions concernés.

En absence de quantités suffisantes de déchets industriels, la mise en place sur le territoire du Luxembourg d'installations d'élimination de déchets pour appliquer stricto sensu le principe d'autosuffisance et de proximité n'est pas justifiée. L'application de l'article 6 de la loi du 17 juin 1994 doit donc être vu dans une approche "Grande Région" avec l'utilisation d'installations d'élimination présentant la meilleure technologie disponible et dont les distances à parcourir restent raisonnables. Une telle approche sera soutenue par la conclusion des contrats bilatéraux tels que mentionnés ci-dessus.

2.8. Les dispositions relatives à certains déchets spécifiques

2.8.1. Les huiles usagées

En application des dispositions du règlement grand-ducal du 30 novembre 1989, les huiles usagées sont à soumettre à une opération de régénération tant qu'il n'existe pas de contraintes d'ordre technique, économique ou organisationnel. Cette façon de traitement des huiles usagées connaît une large tradition au Luxembourg. A défaut de capacités nationales pour la régénération des huiles usagées, la disponibilité de capacités dans des installations étrangères doit être assurée.

Il importe de maintenir la sensibilité des producteurs d'huiles usagées pour garantir des qualités suffisantes permettant la continuité de la régénération de ces déchets.

L'utilisation des huiles de base produites à partir d'huiles usagées sera promue moyennant des campagnes appropriées.

2.8.2. Les déchets d'amiante

Compte tenu du fait que pour la quasi totalité des produits à base ou contenant de l'amiante, il existe des produits alternatifs, la mise sur le marché de produits renfermant ces fibres minérales sera interdite.

Il sera procédé à une évaluation du futur gisement des déchets renfermant de l'amiante notamment par les inventaires suivants:

- inventaire des bâtiments contenant des isolations ou autres applications à base d'amiante autres que l'amiante - ciment;
- inventaire des bâtiments dont la toiture comporte des éléments d'amiante - ciment;
- inventaire des chauffages électriques contenant des éléments à base d'amiante.

Sur base de ces inventaires, des programmes spécifiques d'évacuation de ces matériaux seront établis.

En ce qui concerne les modalités d'élimination des déchets d'amiante, les orientations suivantes sont à respecter:

- les déchets contenant des fibres d'amiante libres ou facilement libérables sont à soumettre à une opération de traitement visant la destruction de la structure des fibres et, de façon préférentielle, la valorisation du résidu de traitement;
- les déchets d'amiante - ciment sont à mettre en décharge autre que les décharges pour déchets inertes et dans des conditions à ce que toutes les précautions nécessaires pour éviter un endommagement de ces déchets soient prises.

Pour les chauffages électriques contenant des éléments à base d'amiante, des cours de formation pour électriciens seront organisés en collaboration avec la Chambre des Métiers afin de permettre l'enlèvement de ces équipements sans danger pour les habitants des locaux concernés.

2.8.3. Les PCB/PCT

Conformément à la législation applicable, les liquides qui contiennent des PCB / PCT à des concentrations supérieures à 50 mg/kg sont à considérer comme des déchets de PCB et doivent être éliminés comme tels.

En application du règlement grand-ducal du 24 février 1998, les équipements électriques qui contiennent des PCB purs ne sont plus autorisés à être utilisés et doivent être éliminés sans délais. Pour les équipements qui renferment des liquides contaminés par des PCB, les délais d'utilisation suivants doivent être respectés:

- jusqu'au 31 décembre 2005, pour les équipements dont les concentrations en PCB sont supérieures à 500 mg/kg;
- jusqu'au 31 décembre 2010, pour les équipements dont les concentrations en PCB sont comprises entre 50 et 500 mg/kg.

Les équipements concernés sont mentionnés dans l'inventaire que l'Administration de l'environnement vient d'établir. Cet inventaire sera régulièrement mis à jour.

Afin d'assurer l'élimination dans les délais précités des PCB ainsi que des liquides et des équipements contaminés avec des PCB, des contacts seront pris en vue de la conclusion d'accords bilatéraux avec les installations et les régions qui acceptent déjà à l'heure actuelle ces déchets d'origine luxembourgeoise.

Pour les équipements contenant des PCB et qui ne font pas l'objet de l'inventaire, une prise en charge sera assurée par la SuperDrecksKëscht fir Biirger dans la mesure où ils proviennent de particuliers. Pour ces mêmes déchets provenant d'établissements, une prise en charge est assurée par les structures de collectes agréées au Luxembourg.

2.8.4. Les solvants

Dans le cadre de la promotion des technologies propres, les procédés n'utilisant pas de solvants ainsi que ceux utilisant moins de solvants seront promus.

En même temps, la collecte sélective des solvants sera renforcée de façon à permettre une meilleure régénération. Dans l'intérêt de la protection des ressources naturelles, l'utilisation des solvants régénérés sera promue.

2.8.5. Les déchets d'emballages

Etant donné qu'il existe des alternatives, la production et, en cas de besoin, la diffusion d'emballages en PVC pour liquides alimentaires ainsi que le soutirage de liquides alimentaires dans des emballages en PVC seront interdits au Luxembourg.

En étroite collaboration avec les chambres professionnelles concernées l'Administration de l'environnement diffusera des informations portant sur les possibilités de réduction, de collecte sélective et de traitement de déchets d'emballages. Un inventaire des emballages réutilisables est établi et l'information est rendue accessible à toute personne intéressée. En outre, une information étroite sera faite concernant les obligations qui incombent aux responsables d'emballages d'après le règlement grand-ducal du 31 octobre 1998 relatif aux emballages et aux déchets d'emballages tout en y intégrant les dernières évolutions en la matière.

2.8.6. Les déchets organiques

Un large nombre d'entreprises sont productrices régulières de déchets organiques (p. ex. déchets de restauration et de cantine, déchets de verdure). A défaut d'installations de traitement au niveau communal, ces déchets ne sont souvent pas collectés séparément. Etant donné qu'il existe de la part des établissements une certaine demande de traiter eux-mêmes leurs déchets organiques, l'Administration de l'environnement met en place une structure de conseil. En concordance avec les textes législatifs en vigueur, des informations concernant les aspects à observer lors du traitement des déchets organiques sont divulguées. De même un inventaire des différentes possibilités de valorisation à l'étranger sera établi et l'information sera rendue accessible par voie électronique aux entreprises.

2.8.7. Les terres contaminées

Les travaux d'établissement du cadastre des sites seront poursuivis. Un programme pluriannuel d'assainissement des sites ne pourra se faire que sur base des résultats concrets de cet inventaire.

Dès à présent, les sites contaminés seront assainis en fonction des besoins et des projets. Les méthodes d'assainissement retenues seront définies en tenant compte notamment du degré des contaminations, des voies d'impact de ces contaminations ainsi que de l'utilisation projetée des terrains concernés.

Dans la mesure où l'impact d'une contamination sur la santé de l'homme et sur l'environnement naturel peut être exclu, les contaminations pourront être maintenues et sécurisées sur le site. Même si cette façon de procéder permet une utilisation nouvelle des terrains, il resteront répertoriés dans le cadastre des sites contaminés.

2.8.8. Les déchets de chantiers

Dans la mesure du possible, la production de déchets de chantiers est à minimiser moyennant la prise en compte de cet aspect dès la planification. Sur le chantier, les infrastructures nécessaires seront à mettre à disposition des différents corps de métiers afin de leur permettre une collecte sélective assurant un degré de qualité élevé de recyclage. Pour les chantiers où il n'est matériellement pas possible de mettre en place des systèmes de collecte sélective, les déchets doivent être soumis à une opération de tri.

Les personnes en charge des travaux sur les chantiers (contremaîtres, ouvriers, etc.) doivent recevoir les informations nécessaires afin d'assurer une gestion appropriée des déchets de chantiers.

Les exigences précitées font actuellement l'objet d'un projet pilote subventionné par la Commission européenne dans le cadre du programme Life. Les conclusions de ce projet seront publiées et feront l'objet de recommandations aux planificateurs et entrepreneurs en vue du respect des exigences générales mentionnées ci-dessus.

2.8.9. Les déchets de bois

Une distinction doit être faite entre les bois traités et les bois non traités.

Par déchets de bois non traités, il faut entendre toutes sortes de bois qui sont encore à l'état naturel et qui n'ont subi qu'un traitement mécanique (coupe, taille, déchiquetage, etc.). Les déchets de bois traités résultent de la production, de la consommation ou de l'utilisation de bois qui ont subi un traitement autre que mécanique (peinture, vernis, traitement fongicide, etc.)

Dans la mesure du possible, ces deux catégories de déchets de bois sont à collecter de façon séparée. Les déchets de bois non traités peuvent être recyclés. Néanmoins, dans le cadre du programme de réduction des émissions de CO₂, des aides étatiques seront accordées pour l'utilisation de bûches, de copeaux et de pellets de bois non traités dans des installations de chauffages spécialement prévues à cet effet.

Les déchets de bois traités sont à soumettre à une valorisation énergétique. Compte tenu du fait que la quasi totalité des déchets de bois traités sont exportés en vue d'une telle valorisation, l'opportunité de l'installation au Luxembourg d'une centrale énergétique utilisant comme source d'énergie les déchets de bois traités sera analysée.

2.8.10. Les graisses alimentaires

Suite au scandale à la dioxine en Belgique au cours de l'année 1999, le Luxembourg a interdit par arrêté ministériel pris en date du 30 juin 1999 le recyclage des déchets de graisses alimentaires dans des filières débouchant directement ou indirectement dans la chaîne alimentaire. Cette interdiction sera maintenue.

Dans la mesure du possible, la valorisation matières des graisses alimentaires est à favoriser par rapport à leur utilisation en tant que combustible de substitution.

L'opportunité de la mise en place au Luxembourg d'une installation de production de bio - diesel à partir de graisses alimentaires, le cas échéant combinée au raffinage des huiles de colza, sera analysée.

2.8.11. Les scories du SIDOR

Les scories en provenance de l'incinération de déchets ménagers et assimilés du SIDOR sont traitées au Grand-Duché de Luxembourg. Les modalités d'application de ces scories en tant que matériel de construction sont déterminées par règlement grand-ducal. Les endroits de mis en oeuvre des scories sont documentés par voie informatisée et l'information est mise à disposition de toute personne intéressée.

2.8.12. Les produits impropres à la mise en vente

Il se peut que dans certaines situations, des produits doivent être retirés du marché étant donné qu'ils sont devenus impropres à la consommation. Tel était p. ex. le cas de denrées alimentaires suite au scandale de la dioxine en Belgique en 1999. Dans de telles situations, il s'avère important de trouver rapidement des solutions pour traiter ou éliminer ces produits.

A ces fins et afin de faire face à ces situations, il sera mis en place auprès du Ministère de l'Environnement une cellule spécifique d'urgence. Dans cette cellule seront représentés le Ministère de l'Environnement, l'Administration de l'environnement, les syndicats intercommunaux en charge de l'élimination des déchets, les collecteurs et transporteurs de déchets ainsi que les secteurs professionnels concernés par le problème du moment.

La cellule d'urgence sera convoquée sur demande du Ministre de l'Environnement ou d'un des secteurs professionnels concernés chaque fois que la situation le requiert.

2.9. Les objectifs

2.9.1. Les objectifs qualitatifs

La mise en place des infrastructures, des organisations et des autres éléments requis pour la mise en oeuvre du plan sectoriel sur la gestion des déchets industriels, commerciaux et artisanaux se fera selon le calendrier figurant en annexe I.

2.9.2. Les objectifs quantitatifs

Taux de prévention:	15%
---------------------	-----

Taux de valorisation:	80%
-----------------------	-----

Ces taux sont à atteindre pour l'an 2005.

3.

Déchets inertes

3.1. Objectifs

Le plan sectoriel des déchets inertes poursuit les objectifs principaux suivants:

- un renforcement de la **prévention** de la production des déchets inertes notamment par l'intégration de cet aspect dans la planification des mesures constructives;
- la **prévention des impacts** de l'élimination des déchets inertes sur le milieu naturel en précisant les critères relatifs à la notion des remblais;
- une **augmentation de la valorisation et de la réutilisation** des déchets inertes par la mise en place d'un système de certification de qualité des matériaux recyclés et une promotion appropriée;
- la **création de capacités suffisantes** pour la mise en décharge des déchets inertes non réutilisables dans la cadre d'un réseau national;
- la **cohérence nationale** de l'élimination des déchets inertes par la création de structures assurant le fonctionnement constant du réseau.

3.2. Généralités

3.2.1. La notion des déchets inertes

Aux fins du présent plan sectoriel, les déchets inertes sont ceux tels que définis par l'article 3, point e) de la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.²

Au sens de la définition générale donnée par la loi du 17 juin 1994, une matière inerte doit être considérée comme déchet, lorsque son détenteur la destine à l'abandon, c'est-à-dire lorsqu'il la soumet ou a l'intention de la soumettre à une opération de valorisation ou d'élimination. Ne sont donc pas considérés comme des déchets les matériaux inertes résultant de travaux d'excavation ou de terrassement et qui sont réutilisés directement sur le chantier de leur origine.

² Il existe une différence entre la définition pour des déchets inertes donnée par la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets et celle donnée par la directive 99/31/CE concernant la mise en décharge des déchets. La définition donnée par la directive est beaucoup plus vaste et regroupe tous les déchets qui ont un comportement tel qu'ils ne peuvent pas subir des modifications quelconques et provoquer ainsi un impact à l'environnement humain et naturel. Pour les besoins du présent plan sectoriel, les stratégies proposées se limitent aux seuls déchets inertes tels que définis par la loi du 17 juin 1994 et qui regroupent surtout les déchets en provenance du secteur de la construction.

3.2.2. Les données

La mise en œuvre du plan sectoriel sur la gestion des déchets inertes doit pouvoir être suivie par la mise à disposition des données nécessaires. Auprès de l'Administration de l'environnement, une banque de données sera établie où les données des différents acteurs seront collectées et gérées. Les différents acteurs seront tenus responsables de fournir sur une base régulière les données demandées.

Principalement, les données suivantes seront requises:

- quantités de déchets inertes utilisés dans des remblais;
- quantités de déchets inertes soumis à une opération de valorisation;
- quantités de déchets inertes mis en décharge;
- quantités de déchets inertes valorisés remis dans le circuit économique.

Dans la majorité des cas, ces données seront collectées dans le cadre des rapports annuels à fournir par les exploitants respectifs sur base des obligations résultant des permis d'exploitation. Une harmonisation de ces données sera obtenue par l'élaboration de rapports - types par l'Administration de l'environnement.

3.3. La prévention

3.3.1. La planification de mesures constructives

La majorité des déchets inertes sont produits lors de travaux de construction, indépendamment du fait s'il s'agit p. ex. de la construction d'immeubles, de constructions industrielles ou commerciales ou de constructions routières. Les déchets inertes sont constitués surtout d'excédents de terres d'excavation qui nécessitent une valorisation ou une élimination ailleurs, c'est-à-dire en un endroit en dehors de leur lieu de production.

La prévention des déchets intervient en premier lieu au moment de la planification des constructions. Cette planification doit se faire de façon à ce que les excédents en terres de déblaiement à valoriser ou à éliminer ailleurs soient réduits au stricte minimum. Dès lors, pour chaque projet de construction une analyse de variantes doit être faite pour trouver la solution dont le rapport entre la faisabilité du projet et les quantités de déchets inertes à évacuer est le meilleur.

Afin de faciliter la mise en oeuvre de cette mesure préventive, un guide de bonne pratique sera élaboré en collaboration avec le CRTI-B. Une promotion appropriée sera réalisée auprès des bureaux d'architectes et des maîtres d'ouvrages/d'oeuvres.

3.3.2. Le démontage planifié

L'objectif du démontage planifié est la prévention de la dangerosité et de la problématique des déchets de démolition suite au mélange de différents types de matériaux. Elle consiste d'abord dans l'élaboration d'un inventaire de la nature et des emplacements des différents matériaux, ensuite dans une évacuation et une collecte sélective de ces différents matériaux.

Le démontage planifié devient une obligation pour tout chantier de cette nature. Afin de faciliter cette tâche aux différents acteurs sur le terrain, un guide pratique pour la démolition sélective sera élaboré. La mise en oeuvre du démontage planifié sera assurée par des mesures de sensibilisation appropriées.

Les principes du démontage planifié seront également applicables aux travaux de réfection routiers.

3.3.3. La coordination des travaux routiers

Une meilleure coordination des travaux routiers, notamment en ce qui concerne la pose de câbles et de conduites sera assurée tant pour les chantiers dont la responsabilité incombe à l'Etat que pour ceux qui se font sous la régie des communes. Il s'agit en particulier de prévenir la production de déchets inertes en évitant que la même tranchée soit ouverte plusieurs fois de suite et à brève échéance pour les besoins des différents services.

3.4. La valorisation

3.4.1. Les remblais

Une forme de valorisation est l'utilisation des déchets inertes dans les remblais.

Le remblai est défini comme étant une mesure constructive ayant une finalité précise et nécessitant des matériaux inertes en vue de sa réalisation. Les mesures suivantes constituent des exemples de valorisation des déchets inertes dans des remblais: la réalisation d'une plate-forme destinée à recevoir une construction, la construction d'une digue anti-bruit, etc. Peut également être considérée comme remblai l'utilisation de déchets inertes provenant d'un chantier déterminé dans le cadre d'un aménagement paysager.

Par ailleurs, le remblai doit se réaliser dans un délai rapproché. Ne peut donc pas être considéré comme remblai tout site dont la finalité est la mise en décharge à long terme de déchets inertes et dont l'épuisement des capacités se fait en fonction de la production de ces déchets, même si le terrain en question devrait servir ultérieurement à d'autres fins.

Au niveau des autorisations requises, les remblais sont soumis aux compétences respectives de l'administration des Eaux & Forêts ou, le cas échéant, des communes. Une coordination au niveau de ces autorisations entre les différentes institutions concernées sera atteinte dans la mesure où l'Administration de l'environnement élaborera des conditions standards à respecter lors de la réalisation d'un remblai. Les administrations responsables pour la délivrance de l'autorisation informent l'Administration de l'environnement de chaque autorisation émise en indiquant l'emplacement exact, les volumes concernés et leurs origines, la durée du remblai ainsi que sa finalité.

Afin d'assurer le plus haut degré de valorisation, des sites susceptibles de servir à des remblais seront répertoriés par la commission décrite ci-dessous au point en collaboration avec d'autres organismes concernés en fonction de la nature des remblais possibles (p. ex. écrans anti-bruits, constructions paysagères, etc.) D'autres remblais seront analysés par les administrations compétentes respectives en fonction des projets spécifiques soumis par les promoteurs.

3.4.2. La valorisation sur les sites

Lors des travaux de démolition ou de chantiers routiers, les déchets inertes doivent dans toute la mesure du possible être valorisés sur les lieux mêmes de leur production, le cas échéant, moyennant les traitements techniques appropriés.

Pour les déchets inertes qui ne peuvent pas être valorisés sur place, chaque centre régional pour déchets inertes doit au moins être équipé de façon à pouvoir entreposer de façon séparée les déchets susceptibles d'être valorisés. Il en est de même pour des surfaces destinées à recevoir les matériaux traités en attente de leur réintroduction dans le circuit économique.

Les exploitants des décharges doivent assurer que les matériaux susceptibles d'être valorisés ne soient pas enfouis dans la décharge. Il doivent également s'assurer que ces déchets soient régulièrement soumis au traitement approprié (p. ex. par concassage ou criblage) requis pour la valorisation. En fonction des quantités disponibles, ceci pourra se faire soit par des installations fixes, soit par des installations mobiles.

Pour les installations de concassage et de criblage, des standards techniques minimums ainsi que des conditions d'exploitation générales seront élaborés et prescrits.

3.4.3. Les normes de qualité

Des normes de qualité pour les déchets inertes valorisés seront établies. Ces normes concerneront aussi bien les propriétés mécaniques que chimiques de ces matériaux. La certification des matériaux et leur contrôle seront des compétences respectives de l'administration des Ponts & Chaussées et de l'Administration de l'environnement. Les normes de qualité ne pourront par ailleurs être certifiées que pour les matériaux qui ont été produits dans des installations qui répondent aux standards techniques tels que mentionnés au chapitre précédent.

3.4.4. La promotion de l'utilisation des matériaux recyclés

L'utilisation des matériaux recyclés sera obligatoirement inscrite dans tous les bordereaux d'adjudication de travaux publics tant au niveau étatique qu'au niveau communal.

Des campagnes de promotion des matériaux inertes recyclés seront lancées auprès des bureaux d'ingénieurs et des promoteurs privés en vue de favoriser la réutilisation de ces matériaux.

3.4.5. La bourse des déchets inertes

La réutilisation des déchets inertes, notamment de terres d'excavation dans des remblais et de terres arables, sera promue par une bourse de déchets inertes dont le fonctionnement pourra, le cas échéant, être étendu à la Grande Région.

3.4.6. L'exportation des déchets inertes

L'exportation de déchets inertes n'est concevable que dans la mesure où les transferts se font en vue d'une valorisation. Cette valorisation peut consister dans le concassage/criblage ou dans l'utilisation des déchets inertes dans la réalisation de remblais conformément à la définition donnée au point 3.4.1. Le cas échéant, les transferts doivent se faire sous le couvert des notifications telles que prévues par le règlement CE n° 259/93.

3.5. L'élimination

3.5.1. Les décharges communales et privées

En application des dispositions de la loi du 17 juin 1994, le programme de fermeture et de réintégration des anciennes décharges communales et privées sera poursuivi et clôturé dans les meilleurs délais. Durant cette période, les capacités restantes serviront à l'intégration optimale des décharges dans le paysage.

Les décharges communales et privées qui sont encore en exploitation et qui ont une vocation intercommunale ou régionale seront maintenues aux conditions autorisées jusqu'à épuisement de leurs capacités.

Il s'agit principalement des décharges suivantes:

Décharge	Commune	Exploitant	Capacité restante au 1.1.2000
Schwaarzenhiwwel	Marnach	Weber	60.000 t
Rosswinkel	Consdorf	Neu	470.000 t
	Putscheid	Rinnen	10.000 t
	Heinerscheid	Schilling	100.000 t
	Rippweiler	Tragec	210.000 t

3.5.2. Les décharges régionales

Outre la phase transitoire décrite précédemment, l'élimination des déchets inertes sera exclusivement assurée par des décharges à vocation régionale fonctionnant dans un réseau national (voir chapitre suivant).

Les décharges pour déchets inertes seront aménagées et gérées selon des conditions qui s'orientent aux critères actuellement prescrits dans le cadre des autorisations d'exploitations. Ces critères seront définitivement fixés dans le cadre de la transposition en droit national de la directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge des déchets. Dans ce contexte, l'acceptation de déchets autres que ceux énumérés à l'article 3, point e) de la loi du 17 juin 1994, mais qui présentent un caractère inerte conformément à la définition donnée par la directive 1999/31/CE concernant la mise en décharge de déchets, sera rendue possible dans des conditions déterminées.

Pour le choix des sites susceptibles de recevoir une décharge pour déchets inertes, des critères seront établis. Ces critères doivent notamment prendre en considération les points suivants: impacts et nuisances sur les populations riveraines, impact sur les eaux de surface et souterraines, impact sur le milieu naturel, géologie et hydrogéologie du site, accès vers le site, impact sur le paysage et possibilités de réintégration, capacités suffisantes, etc.

3.6. Les instruments de mise en œuvre

3.6.1. Le réseau national de centres régionaux

La gestion des déchets inertes sera organisée dans un réseau de centres régionaux recouvrant l'ensemble du territoire national. Chaque centre disposera d'une décharge et d'une infrastructure appropriée permettant la valorisation des déchets inertes recyclables conformément à ce qui a été dit au point 3.2.

Aux fins de mise en place du réseau, le Luxembourg sera divisé en plusieurs régions. Dans chaque région, un ou plusieurs centres devront être fonctionnels. Chaque région est définie en fonction des possibilités d'accès données par le réseau routier. Le nombre optimal de centres par région est tel que les distances à parcourir pour atteindre un de ces centres restent dans la mesure du raisonnable. Les déchets inertes d'une région doivent obligatoirement être éliminés dans un des centres correspondants. Les inscriptions afférentes seront faites dans les bordereaux des soumissions publiques. Des exceptions à cette application du principe de proximité pourront être accordées dans les cas où les déchets inertes d'un chantier donné pourront être éliminés au même endroit que se fera l'approvisionnement en matières de construction.

Il est de la responsabilité de la commission pour la recherche de sites d'assurer qu'à tout moment et pour chaque région des sites potentiels en nombre suffisants soient retenus.

Il est de la responsabilité du gestionnaire du réseau pour assurer à tout moment et pour chaque région le fonctionnement d'un nombre suffisant de centres tout en veillant à ce que à chaque moment et dans chaque région au moins un centre soit en exploitation.

3.6.2. Le réseau actuel

Le réseau actuel comporte les sites en exploitation suivants:

Nom	Commune	Exploitant	Quantité reçue en 1999 (tonnes)	Capacité restant au 1.1.2000 (tonnes)
Pafewé	Sanem	Recyma	1.612.425	3.000.000
Carrière Cloos - Bridel	Kopstal	Cloos	825.277	6.000.000
Sablière Hein	Remerschen	Sablière Hein	431.859	2.000.000
Schotterwerke Moersdorf	Mompach	Schotterwerke Moersdorf	364.608	1.000.000
Nothum	Lac de la Haute-Sûre	Recyma	10.481	2.160.000
Hosingen	Hosingen	Recyma	-	2.160.000

Les sites suivants ont déjà été retenus pour être intégrés dans le réseau et sont dans une phase de projet ou d'autorisation:

Nom	Commune	Exploitant	Capacité prévue du site (tonnes)
Héihenhaff	Niederanven	Recyfe	8.100.000
In den Dielen	Strassen	Recyma	3.780.000
Carrière Feidt	Bettborn	Feidt	Ca. 30.000.000
Brucherhaff	Ermsdorf	Heirens	2.160.000
Rouscht-Zillberg	Colmar-Berg	à déterminer	à déterminer

Afin de compléter le réseau, des sites devront encore être trouvés dans les régions *sud-est* et *extrême nord* du pays.

3.6.3. L'accès vers les centres régionaux

Afin de limiter les nuisances pour les populations riveraines, l'accès vers les centres régionaux dans leur approche directe sera réglementé par voie de règlement grand-ducal.

En cas de besoin, des voies d'accès spécifiques seront aménagées vers ces centres qui doivent être enlevées à nouveau lorsque les activités dans le centre respectif seront arrêtées.

3.6.4. La recherche de sites nouveaux

La disponibilité d'infrastructures pour la gestion des déchets inertes et notamment leur élimination doit être assurée à tout moment. A cet effet une politique volontariste doit être menée. Il sera créé une commission pluripartite dont la mission consiste à rechercher dans les différentes régions du pays des sites susceptibles d'accueillir des centres régionaux. Préalablement à ces travaux, la commission doit élaborer une liste de critères auxquels doivent répondre les sites potentiels.

La commission sera composée de représentants des administrations directement concernées (l'Administration de l'environnement, l'administration des eaux & forêts, l'administration des ponts & chaussées, ministère de l'aménagement du territoire) et de représentants du secteur (Chambre de Commerce, Chambre des Métiers). Préalablement à la retenue définitive d'un site, la commission soumet la proposition pour avis à la commune concernée.

La commission doit également aviser les propositions de sites éventuellement faites par des tiers.

Les sites retenus par la commission seront publiés sur une liste. Cette liste sera mise à jour en cas de nécessité. Elle fera partie intégrante du Plan National de Gestion des Déchets.

La commission fera également des propositions de sites pour la réalisation de remblais (voir chapitre 3.1)

3.6.5. La gestion du réseau

La gestion du réseau sera confiée à un gestionnaire mixte regroupant les pouvoirs publics d'une part et le secteur concerné d'autre part.

Les missions de ce gestionnaire seront les suivantes:

- assurer le fonctionnement continu du réseau;
- assurer la gestion cohérente sur les différents sites en exploitation;
- assurer la réalisation de tous les travaux d'études, de planification et d'engagement des procédures d'autorisation en vue de rendre opérationnel les différents sites;
- désigner les exploitants des sites par voie de candidatures et sur base d'un cahier des charges;
- conclure les contrats de concession avec les exploitants respectifs retenus

Le gestionnaire assurera également la gestion de la bourse des déchets inertes (voir point 3.5.).

Ce gestionnaire pourra avoir la forme d'un groupement d'intérêt économique où chaque partenaire sera représenté à parts égales.

3.6.6. Le financement du réseau

D'une façon générale et dans la mesure du possible, les terrains des centres régionaux seront mis à disposition par l'Etat. L'Etat assure également la réalisation des raccords des sites à la voirie et aux services techniques nécessaires.

Les fonds nécessaires pour assurer le fonctionnement du gestionnaire du réseau dont également la réalisation des études et planifications requises pour rendre opérationnels les différents sites seront constitués par le paiement d'une redevance (p. ex. forfait à la tonne de déchets acceptés) de l'exploitant au gestionnaire.

La facturation aux producteurs des déchets des services rendus pour l'acceptation des déchets inertes dans les centres régionaux se fera directement par l'exploitant.

Les prix englobent les positions suivantes:

- les frais des travaux préparatoires à l'aménagement des sites;
- les frais d'aménagement et d'exploitation des sites;
- les frais de fonctionnement du gestionnaire;
- les taxes ou redevances locales éventuelles;
- les redevances dues au gestionnaire;
- le remboursement éventuel des investissements étatiques.

Dans un délai de trois ans après le début des activités du gestionnaire, celui-ci soumettra au groupe de suivi du plan sectoriel pour la gestion des déchets inertes un rapport relatif à la situation tarifaire sur les différentes décharges et une analyse sur les besoins éventuels d'une harmonisation nationale des prix à facturer aux producteurs de déchets inertes. Au cas où une telle harmonisation s'avérerait nécessaire p. ex. suite à des différences trop importantes entre les prix d'acceptation des différentes décharges dues aux quantités différentes acceptées, ce rapport devra aussi proposer des modalités comment une telle harmonisation pourrait être mise en oeuvre sur un plan pratique.

3.6.7. Les responsabilités

En résumé, les responsabilités en matière de gestion des déchets inertes seront partagées entre les différents secteurs de la façon suivante:

- *Le secteur communal:*

Les communes ont la responsabilité de mettre à disposition des particuliers des infrastructures de collecte de déchets inertes en faibles quantités en provenance des particuliers. Ceci pourra se faire p. ex. par l'installation en un endroit déterminé et surveillé d'un conteneur de collecte. Une telle infrastructure de collecte pourra être intégrée dans un centre de recyclage. Les communes devront ensuite assurer la valorisation ou l'élimination de ces déchets inertes en accord avec le présent plan.

Dans le cadre des soumissions, les communes devront assurer que les exigences du présent plan sectoriel soient entièrement respectées.

- *Le secteur étatique:*

Outre la mise en oeuvre des dispositions du présent plan sectoriel par le biais des marchés de travaux publics, le niveau étatique est principalement responsable pour assurer la promotion des matières recyclés notamment par l'introduction et le contrôle de normes de qualité et par l'utilisation de ces matières dans ses chantiers de construction.

Le respect scrupuleux des conditions d'exploitation des décharges ainsi que des autres installations de traitement des déchets est assuré moyennant des contrôles réguliers par les services compétents de l'Etat dont notamment l'administration de l'environnement et l'administration des douanes et accises.

- *Le secteur privé:*

Le secteur privé sera principalement en charge de l'exploitation des centres régionaux pour la gestion des déchets inertes. Il prendra également ses responsabilités dans l'exploitation des unités mobiles de valorisation des déchets inertes.

- *Le secteur mixte:*

L'Etat et le secteur privé seront responsables d'assurer à tout moment la disponibilité de sites suffisants pour la réalisation de centres régionaux pour la gestion des déchets inertes.

La gestion coordonnée du réseau national des centres régionaux pour déchets inertes sera confiée à une structure mixte dans laquelle aussi bien l'Etat luxembourgeois que le secteur privé concerné devront prendre leurs responsabilités.

3.7. Les objectifs

3.7.1. Les objectifs qualitatifs

La mise en place des infrastructures, des organisations et des autres éléments requis pour la mise en oeuvre du présent plan sectoriel sur la gestion des déchets inertes se fera selon le calendrier joint en annexe.

3.7.2. Les objectifs quantitatifs

Taux de prévention: 20 %
Taux de valorisation total: 30 %
Taux de valorisation hors remblayage: 15 %

Ces taux sont à atteindre pour l'an 2005.

4.

Déchets du secteur de la santé

4.1. Objectifs

Le plan sectoriel des déchets du secteur de la santé pointe sur les buts suivants:

- la **sensibilisation** des détenteurs de déchets du secteur de la santé en ce qui concerne la prévention et l'organisation du tri des déchets ainsi que les possibilités de rationalisation de la gestion des déchets,
- la **transparence** des mouvements par la mise en place d'une véritable banque de données sur la gestion des déchets du secteur de la santé,
- la **cohérence** de la gestion des déchets au niveau des établissements hospitaliers par une collaboration étroite de toutes les autorités compétentes,
- l'application de la **meilleure technologie disponible** pour la valorisation des déchets du secteur de la santé par la mise en oeuvre de prescriptions techniques appropriées,
- le **contrôle des coûts** de la gestion des déchets du secteur de la santé par la coordination des filières de valorisation et d'élimination au niveau national.

4.2. Généralités

4.2.1 Les définitions

Les déchets hospitaliers et assimilés sont définis dans la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets comme étant «les déchets qui proviennent des établissements hospitaliers et assimilés, tels que cliniques, maisons de soins et de gériatrie, dispensaires, services vétérinaires, laboratoires biologiques et qui comprennent les déchets particuliers à l'activité hospitalière qui ne sont pas contaminés et les déchets particuliers à l'activité hospitalière qui sont « infectieux ».

Afin de faciliter la gestion des déchets du secteur de la santé, les définitions supplémentaires sont adoptées:

- «*Déchets du secteur de la santé assimilables aux déchets ménagers*»: les déchets qui proviennent du secteur de la santé et qui ne présentent aucun risque sanitaire spécifique et qui peuvent suivre les filières de collecte, de transport, de valorisation et d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

- «*Déchets souillés*»: les déchets qui proviennent du secteur de la santé ayant été en contact avec des liquides ou des matières biologiques auxquels sont associés à un éventuel risque de contamination et/ou ayant un impact psychologique majeur.
- «*Déchets infectieux*»: les déchets qui proviennent du secteur de la santé et qui, de manière certaine ou prévisible, sont contaminés par un agent biologique pouvant provoquer une maladie ou constituer un danger d'infection pour les personnes ayant été en contact avec ces déchets.
- «*Organes et pièces anatomiques*»: les organes, les tissus, les fragments d'organes ou de membres humains, aisément ou non aisément identifiables qui proviennent du secteur de la santé ainsi que les déchets de nature pathologique en provenance respectivement du secteur de vétérinaire ou d'animaux utilisés à des fins médicales ou scientifiques.
- «*Déchets à risques*»: les déchets qui proviennent du secteur de la santé et qui peuvent présenter ou qui présentent un risque sanitaire et qui, en raison de leur nature, nécessitent un traitement particulier pour leur collecte, leur transport, leur valorisation et/ou leur élimination. Sont à considérer comme des déchets à risques: les déchets souillés, les déchets infectieux et les organes et pièces anatomiques ainsi que le sang et ses dérivés.

4.2.2 Les données

Les données relatives à la gestion des déchets du secteur de la santé sont regroupées à l'Administration de l'environnement. En tenant compte du domaine d'activité le recensement des données se fait par l'application de **formulaires standardisés** et à l'aide de **questionnaires informatisés**. Les détenteurs de déchets du secteur de la santé livrent régulièrement les données concernant les quantités et mouvements de leurs déchets à l'Administration de l'environnement. Ainsi des inventaires sont établis concernant les déchets produits par les différents secteurs à savoir : les établissements hospitaliers, les laboratoires biologiques, les cabinets de travail de profession libérale, les maisons de soins et de gériatrie, les dispensaires, les services vétérinaires, les pharmacies etc.

A l'aide de **plans de prévention et de gestion de déchets**, la gestion interne dans les établissements concernés est harmonisée et optimisée. Notamment par des coefficients caractéristiques (production de déchets par patient et/ou par journée d'hospitalisation) les quantités de déchets produits sont évaluées par unité de soins dans les établissements.

4.3. La prévention

L'information et le ralliement de tous les acteurs, y compris le personnel soignant et de maintenance qui sont les premiers responsables sur le terrain, déterminent les mesures de prévention. Une priorité est mise sur la prise de conscience des différents acteurs de leurs responsabilités au niveau des déchets.

L'édition d'un **guide d'information** par les autorités compétentes sur les enjeux des déchets du secteur de la santé sert à sensibiliser les acteurs du terrain.

Les exploitants d'un établissement du secteur de la santé désignent un **responsable pour la gestion des déchets**. Cette personne se chargera notamment de mettre en place des structures cohérentes de gestion de déchets au sein de l'établissement, de décrire les différentes procédures, d'organiser des séances de formation interne et de conseiller et de sensibiliser le personnel de l'établissement en matière de gestion des déchets.

En collaboration avec les milieux concernés, un **cycle de formation continue** en matière de gestion de déchets du secteur de la santé est préparé s'adressant en premier lieu aux responsables "déchets". Cette formation offre la plate-forme pour un échange d'expérience entre les milieux et personnes concernés.

Les exploitants d'établissement du secteur de la santé y compris les personnes travaillant en exercice libéral mettent une attention particulière sur les déchets qui sont engendrés par **l'acquisition de nouveaux équipements**. Ainsi les aspects de la gestion des déchets (p.ex. déchets d'emballages lors de la livraison, déchets produits lors de l'utilisation de l'équipement, élimination du produit après utilisation) sont intégrés dans les bordereaux de soumission.

4.4. La Valorisation

4.4.1 L'organisation interne de la gestion des déchets

Tous les établissements du secteur de la santé établissent impérativement un plan de prévention et de gestion qui traduit en termes concrets la gestion de déchets qu'ils doivent mettre en place compte tenu:

- des types et des quantités de déchets qui sont produits par les différents services ainsi que les possibilités de prévention qui peuvent y être identifiées,
- de l'organisation interne de l'établissement, les procédures de collecte, de conditionnement et de stockage,
- des actions de formation et de sensibilisation à mener auprès du personnel,
- des filières de traitement.

Ces plans de prévention et de gestion sont mis à jour au moins tous les trois ans. Annuellement les établissements du secteur de la santé dressent un bilan complet des quantités de déchets produits, du mode de traitement et d'élimination ainsi que des aspects financiers en relation avec la gestion des déchets.

4.4.2 Le tri et la collecte des déchets

En vue d'une gestion cohérente des déchets dans l'enceinte des établissements du secteur de la santé les déchets sont classifiés en 5 catégories:

- **Groupe A :** les déchets produits en dehors des zones d'hospitalisation et de soins, qui sont assimilables aux déchets ménagers et ne nécessitent pas du point de vue hygiénique et infectieux, de précautions particulières lors de leur élimination.
- **Groupe B :** les déchets souillés qui nécessitent des précautions particulières à l'intérieur des établissements lors de leur élimination afin de prévenir les risques d'infection.
- **Groupe C :** les déchets infectieux qui nécessitent des précautions particulières à l'intérieur et à l'extérieur des établissements lors de leur élimination afin de prévenir les risques d'infection.
- **Groupe D :** les déchets qui nécessitent des précautions particulières à l'intérieur et à l'extérieur des établissements lors de leur élimination afin de prévenir les risques pour l'hygiène publique.
- **Groupe E :** les déchets qui nécessitent pour des questions éthiques des précautions particulières lors de leur élimination.

Des prescriptions techniques spécifiques sont élaborées portant notamment sur l'entreposage, le conditionnement et, le cas échéant, le pré-traitement des différentes catégories de déchets.

4.4.3 Le pré-traitement des déchets

Afin de prévenir des risques d'infection, les déchets souillés et infectieux, y compris les déchets piquants, coupants ou tranchants, sont dans toute la mesure du possible pré-traités avant leur transport vers une installation d'élimination. Le pré-traitement consiste dans un broyage uniforme et une désinfection complète des déchets par un procédé entièrement validé. Un comité d'experts est chargé d'examiner les procédés de désinfection sur le marché, d'établir des prescriptions minimales et les conditions d'utilisation pour le Grand-Duché de Luxembourg et de valider les procédés appliqués.

Les exploitants d'établissements du secteur de la santé doivent s'assurer la disponibilité de l'équipement nécessaire pour le pré-traitement des déchets. En vue d'une coordination rationnelle des activités, les déchets en provenance des divers établissements sont dans toute la mesure du possible regroupés pour être traités.

4.5. L'élimination

Les déchets du secteur de la santé assimilables aux déchets ménagers sont à trier et à collecter de façon à pouvoir valoriser un maximum de déchets comme matière première secondaire. Concernant les déchets organiques issus de la restauration les possibilités de valorisation sont déterminées en fonction de leur quantité et leur qualité.

Les déchets qui ont subi un pré-traitement par broyage et par désinfection sont considérés comme des déchets assimilables aux déchets ménagers et peuvent être incinérés ensemble avec les déchets ménagers et assimilés.

Les déchets qui n'ont pas pu être désinfectés doivent être manipulés avec les plus grandes précautions à l'intérieur et à l'extérieur des établissements du secteur de la santé. Ils ne peuvent être transférés que dans des installations d'incinérations spécifiquement équipées et autorisées pour l'élimination de ces déchets (installation dotée d'une ligne d'alimentation spécifique).

Les déchets problématiques y compris les déchets de cytostatiques sont à remettre à un collecteur agréé. Les déchets de cytostatiques constituent des déchets dangereux qui sont à gérer selon des prescriptions hautement spécifiques afin de prévenir tout risque pour le personnel et l'environnement humain. Les cytostatiques ainsi que les déchets contaminés avec des cytostatiques sont collectés et traités séparément de toutes les autres catégories de déchets. Une élimination ne peut avoir lieu que dans des installations spécialement équipées pour le traitement de déchets dangereux.

Les organes et pièces anatomiques sont inhumées dans des cimetières. Les possibilités d'une incinération des membres humains dans le crématoire à Luxembourg-Ville sont examinées ensemble avec les responsables du syndicat intercommunal.

4.6. Les instruments de mise en oeuvre

4.6.1. La collaboration des acteurs

En vue d'une gestion cohérente des déchets du secteur de la santé, une étroite collaboration des milieux concernés est indispensable. L'association SANIDEC qui a été créée en 1993 par les ministères de la Santé et de l'Environnement regroupe des responsables de la Direction de la Santé, de l'Administration de l'environnement, de l'Entente des Hôpitaux, de l'association des pharmaciens et des biologistes de laboratoires. Ainsi la SANIDEC constitue le cadre idéal pour coordonner toute activité dans le domaine de la gestion des déchets du secteur de la santé. Le rayon d'actions de la SANIDEC doit être renforcé par la mise à disposition de moyens financiers appropriés.

Dans une première phase, il est prévu de:

- officialiser les missions de la SANIDEC par règlement grand-ducal;
- prévoir une sécurité financière de l'association (p.ex. établissement d'une convention avec l'Etat luxembourgeois) ;
- intégrer tous les milieux concernés dans l'association;
- revoir les statuts de l'association en fonction du développement de ses activités.

La SANIDEC met en place un groupement "Traitement des Déchets" qui a notamment comme objet de trouver des filières de traitement à la fois écologique et économique pour un ensemble de producteurs de déchets. Ainsi suivant les besoins de ses membres des soumissions communes sont faites pour le traitement, la valorisation et l'élimination des différentes catégories de déchets.

Concernant le pré-traitement des déchets et notamment leur désinfection une gestion centralisée de l'équipement technique peut offrir la plus grande efficacité au niveau de rentabilité et de cohérence. La coordination des filières de pré-traitement est confiée à la SANIDEC dans la mesure où elle regroupe les principaux producteurs de déchets. En ce qui concerne les modalités spécifiques de mise en œuvre d'une technologie de pré-traitement de déchets infectieux, une étroite collaboration entre les autorités compétentes et les producteurs de déchets a lieu.

4.6.2. L'adoption de règlements grand-ducaux

Afin d'uniformiser et de renforcer les modalités de prévention et de gestion des déchets dans le secteur de la santé certaines dispositions sont rendues contraignantes par règlement grand-ducal. Notamment les aspects suivants sont visés :

- l'organisation de la gestion des déchets dans les établissements du secteur de la santé,
- la désignation de responsables « déchets » et la formation du personnel,
- les catégories de déchets du secteur de la santé et leur classification,
- l'aménagement de locaux de stockage et le conditionnement des déchets,
- la validité des procédés de désinfection des déchets,
- la collaboration entre les producteurs de déchets du secteur de la santé,
- l'inventaire national par catégorie de déchets et les filières de traitement.

4.6.3 La gestion des coûts des opérations de gestion des déchets

Les producteurs de déchets du secteur de la santé dont notamment les exploitants d'établissements hospitaliers gèrent les coûts liés à la gestion des déchets séparément des autres frais de fonctionnement. En collaboration avec les milieux concernés, des critères sont fixés qui déterminent les frais de gestion des déchets à prendre en compte lors de la comptabilisation.

Les informations relatives aux coûts des opérations de gestion des déchets sont regroupées au ministère de la Santé. Les données servent de base aux autorités compétentes pour déterminer les directives et les objectifs quantitatifs de gestion des déchets du secteur de la santé.

4.7. Les objectifs

4.7.1. Les objectifs qualitatifs

La mise en place des éléments requis pour la mise en œuvre du présent plan sectoriel sur la gestion des déchets du secteur de la santé se fera selon le calendrier joint en annexe.

4.7.2. Les objectifs quantitatifs

Taux de prévention: 5 %

Taux de valorisation: 30 %

Ces taux sont à atteindre pour l'an 2005.